5e Année, N° 72 - 15 Janvier 1929 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Notre Budget de 1928 et nos Projets pour 1929

Léon BAZALGETTE
par Marcel MARTINET

L'AFFAIRE OURDIA
Le crime d'être pauvre
par R. L.

LABOUR PARTY, SOCIAL-DÉMOCRATIE, INTERNATIONALE COMMUNISTE
Trois formes, trois esprits
par Robert LOUZON

Réponse à une Salom... erie

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : Les fossoyeurs du front unique (**H. Fulconis**). — Conférence de la Ligue syndicaliste sur la Conciliation et l'Arbitrage obligatoires. — La quinzaine syndicaliste : Les saboteurs à l'œuvre. — La lutte des mineurs. — Notes et remarques (**M. Chambelland**).

FAITS ET DOCUMENTS : Les faits de la quinzaine. — L' « absurde légende » des déportés de Russie. — Le patronat de Roubaix et les assurances sociales. — Une résolution de l'I. S. R. sur l'arbitrage obligatoire. — Le Comité des houillères fait les yeux doux au syndicat rhénan-westphalien.

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 96, Quai de Jemmapes -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administr. 96, Quai Jemmapes PARIS-X

Téléphone : Combat 03-02

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte) — **Les Notes Economiques** (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous) — **A travers les Livres** (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Auvrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahout, L. Marret, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : L. Marret.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades Busseuil ou Barat.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 96, quai Jemmapes, Paris-X.

Chèque postal : Fronty, 96, quai Jemmapes, Paris — N° 1221-03.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).

Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne"

"LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique

est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 8 fr. 50

Franco ..... 10 fr. 50
Etranger ..... 13 fr. 50

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

Notre budget de 1928 et nos projets pour 1929

Tenir le coup dans le marasme actuel, c'est un résultat, paraît-il. D'aucuns disent même : un beau résultat.

Tenir le coup veut dire continuer à paraître avec les mêmes difficultés, les mêmes soucis, sinon avec plus de difficultés et de soucis encore que les années précédentes.

Nous rêvions autre chose au début de 1928 quand nous dressions notre plan de travail pour l'administration. Nous espérions, la période de difficultés regardée comme franchie, pouvoir équilibrer notre budget avec les seuls abonnements ordinaires; peut-être même augmenter le nombre de pages, grâce aux abonnements de soutien.

Il a fallu déchanter. Et vite. Les félicitations et les promesses qui ont salué, au début de l'année, notre sérieux effort d'amélioration de la R. P. ne se sont pas converties en réalités. On nous avait dit de divers côtés : « Maintenant, il va être facile de faire des abonnés. » Nous nous sommes dépêchés de faire tirer des carnets d'abonnement que nous avons expédiés à 300 camarades environ. Nous en attendions merveilles. Le résultat a été piètre. La plupart de ces carnets n'ont pas été étrennés; ils dorment sans doute dans des tiroirs. Notre effort n'avait pas provoqué un effort correspondant chez nos camarades.

Nous avons compris que nous étions condamnés à nous colleter en 1928 avec les mêmes difficultés qu'en 1927, qu'en 1926, qu'en 1925. Et condamnés à le faire avec une autre espérance en moins, celle que le grand César allait reprendre en mains la gestion de la R. P. Jusqu'alors, nous l'avions regardé comme notre administrateur, indisponible momentanément, mais qui allait d'un mois à l'autre empoigner le travail et le dominer vite suivant sa règle.

Aussi, la gêne que notre caisse connaissait habituellement chaque été, aggravée cette année par quelques abonnés de grand soutien qui nous ont fait faux bond ou qui n'ont pu verser que plus tard, nous a-t-elle particulièrement affectés. Nous avons dû sacrifier deux numéros pendant la période des vacances. Pour la première fois, nous n'avons sorti que 22 numéros au lieu de 24. Et nous avons dû prendre la décision de porter le prix de l'abonnement à 40 francs.

Nous sommes loin d'avoir atteint les buts fixés l'an dernier. Nous vous disions, souvenez-vous :

« Porter notre chiffre d'abonnés ordinaires à 2.000, celui des abonnés de soutien à 150, celui de la vente au numéro à 1.000, tels doivent être nos objectifs pour cette année. Avouez que nous ne sommes pas ambitieux et que nous devrions pouvoir faire mieux. »

Comme nous étions encore trop ambitieux ! Nous avons péniblement joint les deux bouts. Nous ne sommes pas à 2.000 abonnés, mais à 975, pas même le millier.

Notre budget de 1928

Donnons, comme chaque année, le tableau de nos recettes et dépenses :

RECETTES	
En caisse au 1er janvier 1928	1.048 35
Abonnements ordinaires	28.065 40
— de soutien	11.310 »
Vente au numéro	5.770 35
Souscriptions	3.628 95
Publicité	1.120 »
Vente reliures « Selflior »	177 »
Total	51.120 05

DEPENSES	
Frais d'impression et d'expédition	43.204 95
Frais divers (recouvrement, correspondance, journaux)	4.938 65
Loyer, éclairage, téléphone	2.400 »
Achat reliures « Selflior »	101 25
Total	50.644 85

Total des recettes	51.120 05
Total des dépenses	50.644 85
Solde en caisse au 1er janvier 1929	475 20

Quelques remarques sont nécessaires.

Nous commençons l'année 1929 avec 475 fr. 20 en caisse, alors que nous avions commencé 1928 avec 1.048 fr. 35 et 1927 avec 2.324 fr. 70. D'année en année, nous ne nous enrichissons pas. Au lieu de disposer d'un fonds de roulement nécessaire, nous sommes de plus en plus serrés.

Malgré l'économie de deux numéros, représentant environ 4.000 francs, nous bouclons de justesse. Nous ne le faisons que grâce à 11.310 francs d'abonnements de soutien et 3.628 fr. 95 de souscriptions, soit une somme totale de 14.938 fr. 95, qui représente en réalité notre déficit de l'année.

Un chapitre de dépenses a grossi sensiblement, celui des frais divers. Il est passé de 3.042 fr. 95 à 4.938 fr. 65, soit près de 2.000 fr. d'augmentation. C'est le résultat de nombreux recouvrements par la poste; sur les abonnés retardataires dans leur renouvellement; mais surtout sur les abonnés possibles.

Nous vérifions, une fois de plus, que le système des « possibles » est extrêmement coûteux. Nous l'avions constaté avec la Vie Ouvrière d'avant-guerre. Nous le savions déjà par l'expérience de Pages Libres, l'initiateur du système. Nous ne pouvons y renoncer pourtant. Les moyens de chasse à l'abonné ne sont pas si nombreux. Ce qu'il faut, c'est que l'on nous fournisse des listes de noms bien choisis, et que l'on appuie notre envoi, chaque fois où c'est possible, d'un mot personnel,

Comment équilibrer notre budget de 1929

Nos dépenses, il faut le prévoir, seront plus élevées qu'en 1928. Nous voudrions bien ne pas refaire l'économie de deux numéros, soit 4.000 francs de plus environ. De plus, nous sommes en danger de partir de notre logis historique du quai Jemmapes. Nous nous débattrons jusqu'au bout contre le propriétaire; mais il est possible que nous soyons obligés de chercher un autre local. D'où frais d'installation et loyer probablement plus élevé. Si quelqu'un pouvait nous aider à trouver un local de deux pièces, il serait remercié.

Tenant compte de ce surcroît de dépenses, comment équilibrer notre budget ?

Compresser nos dépenses ?

Nous n'en voyons guère le moyen. Le gros travail de rédaction et d'administration est assuré sans la moindre rémunération. Quant à nos frais d'impression et d'expédition, ils sont calculés au plus juste prix.

Augmenter nos recettes ?

Comment ? Une nouvelle augmentation du prix de l'abonnement est impossible à envisager. Restent une augmentation du nombre des abonnés, un accroissement de la vente au numéro; et accessoirement, une augmentation des souscriptions et du nombre des abonnés de soutien.

Déjà, l'an dernier, nous disions qu'il ne fallait pas rechercher une augmentation de recettes sur un seul point, mais sur tous à la fois, pousser dans un effort d'ensemble les abonnements ordinaires, les abonnements de soutien, la vente au numéro, les souscriptions.

Sur un seul point, les abonnements ordinaires, nous avons augmenté en 1928; sur les trois autres nous avons plus ou moins fléchi.

Ne formons pas, cette année, de trop beaux projets, et tâchons de mener à bonne fin ceux, plus modestes, que nous ferons.

Vers les 1.500 abonnés

A fin novembre 1927, nous étions à 871 abonnés. Nous sommes, à fin décembre 1928, à 975. Nous avons donc progressé de 104 abonnés en un an. Nous frisons le millier. Mais nous sommes loin des 2.000 pris l'an dernier pour objectif.

Abandonnons le refrain des 2.000, puisque nous ne savons le chantonner qu'en faisant du surplace. Et pourtant...

Avec 1.500 abonnements à 40 francs, nous obtiendrons, d'ailleurs, le même total qu'avec 2.000 à 30 francs. Ainsi, notre budget, qui tournera vraisemblablement autour de 60.000 francs, tiendra normalement sur ses pieds avec nos seuls abonnements ordinaires.

Il s'agit, en 1929, de monter de 525. Cela ne veut pas dire 525 abonnements nets, car il faut compter sur les désabonnements qu'il faut compenser.

Ainsi, l'année dernière, nous avons inscrit exactement 333 abonnés nouveaux. Mais nous avons eu 229 désabonnements. D'où un gain net de 104 abonnés seulement.

333 abonnés nouveaux dans l'année, cela représente un abonné nouveau par jour. Pour terminer l'année avec un gain net de 525, il nous faudra peut-être récolter 800 nouveaux, soit 70 par mois, un peu plus de 2 par jour.

Voyons, à travers le classement actuel des abonnés, si cette avance de 800, si cette montée aux 1.500 constitue une étape difficile.

	Nov. 1927	Déc. 1928		Nov. 1927	Déc. 1928
Ain	2	3	Moselle	0	0
Aisne	7	13	*Nièvre*	1	0
Allier	3	5	Nord	8	11
Alpes (Bass.)	2	0	*Oise*	6	4
Alpes (Htes)	0	1	Orne	0	0
Alpes - Marit.	21	21	Pas-de-Calais	6	10
Ardèche	8	7	Puy-de-Dôme	5	10
Ardennes	1	2	Pyrénées (B.-)	5	7
Ariège	0	0	Pyrén. (H.-)	0	0
Aube	2	2	Pyrénées-Or.	0	1
Aude	0	5	*Rhin (Bas)*	6	4
Aveyron	1	1	Rhin (Haut.-)	0	1
B.-du-Rhône	7	10	Rhône	24	35
Calvados	3	5	*Saône (Hte-)*	1	0
Cantal	0	4	Saône-et-Loire	3	4
Charente	0	0	Sarthe	1	3
Charente-Inf.	2	1	Savoie	1	6
Cher	3	5	Savoie (Hte)	5	9
Corrèze	1	1	Seine	96	107
Corse	3	2	*Seine - et - M.*	8	6
Côte-d'Or	2	2	Seine - et - O.	35	45
C.-du-Nord	2	7	Seine-Inf.	12	15
Creuse	0	1	Sèvres (D.)	1	1
Dordogne	0	2	Somme	4	5
Doubs	3	8	Tarn	2	2
Drôme	2	5	Tarn-et-Gar.	0	1
Eure	1	2	Var	2	4
Eure-et-Loir	0	0	Vaucluse	0	1
Finistère	32	39	Vendée	2	3
Gard	5	5	Vienne	0	1
Garonne (H.-)	1	2	Vienne (Hte-)	7	9
Gers	0	0	*Vosges*	9	7
Gironde	12	11	Yonne	0	1
Hérault	4	16	*Paris*	292	262
Ille - et - Vil.	2	3	Algérie	21	33
Indre	12	17	Tunisie	4	5
Indre-et-L.	4	6	*Afr. Equat.*	1	0
Isère	5	7	*Allemagne*	13	2
Jura	5	8	*Angleterre*	1	0
Landes	2	4	*Autriche*	2	0
Loir-et-Cher	0	1	*Belgique*	20	12
Loire	28	43	*Espagne*	1	0
Loire (Hte-)	5	5	Etats-Unis	3	3
Loire-Infér.	1	4	*Grèce*	2	0
Loiret	2	5	*Hollande*	7	6
Lot	0	0	Luxembourg	1	1
Lot-et-Gar.	3	3	*Norvège*	1	0
Lozère	0	0	*Paraguay*	1	0
Maine-et-Loire	2	4	*Pologne*	1	0
Manche	1	0	*Russie*	30	19
Marne	2	3	Suisse	6	6
Marne (Hte-)	0	0	Argentine	1	1
Mayenne	0	0	Brésil	1	1
Meurthe-et-M.	6	8	Chine	1	1
Meuse	0	0	Yougoslavie	1	1
Morbihan	0	0		871	975

Nous avons baissé dans dix départements : Basses-Alpes, Ardèche, Charente-Inférieure, Corse, Gironde, Manche, Nièvre, Oise, Seine-et-Marne et Vosges.

Nous avons baissé à Paris de 30, passant de 292 à 262.

Nous sommes à 0 dans 17 départements (au lieu de 25 en fin 1927) : Basses-Alpes, Ariège, Charente, Eure-et-Loir, Gers, Lot, Lozère, Manche, Haute-Marne, Mayenne, Meuse, Morbihan, Moselle, Nièvre, Orne, Hautes-Pyrénées et Haute-Savoie.

Nous sommes à 1, ce qui n'est guère mieux, dans 17 autres départements : Aveyron, Charente-Inférieure, Corrèze, Creuse, Loir-et-Cher, Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Deux-Sèvres, Tarn-et-Garonne, Vaucluse, Vienne et Yonne.

Et à 2, ce qui n'est pas brillant, dans 8 départements : Ardennes, Aube, Corse, Côte-d'Or, Dordogne, Eure, Haute-Garonne et Tarn.

Voilà 44 départements, la moitié de la France, où nous n'avons pas pénétré. Dans quelques-uns, nous comptons pourtant des amis. Que font-ils donc pour faire connaître la R. P. et lui trouver des lecteurs et des abonnés ? Nous leur demandons de se remuer un peu, soit en nous fournissant sans retard une liste de « possibles », soit en récoltant eux-mêmes quelques abonnés nouveaux, soit en faisant les deux choses à la fois. Nous demandons, en outre, à tous nos camarades qui connaîtraient des « possibles » dans ces 44 départements rebelles, de nous les signaler dès ce mois.

Ne nous y trompons pas; sauf exceptions, ces départements resteront relativement mauvais; ce ne sont pas eux qui contribueront le plus à nous donner les 525 nouveaux abonnés qu'il nous faut. Ce seront nos bons départements qui fourniront le plus gros effort.

La Loire, qui est à 43, sera bientôt à 50 et ne s'arrêtera pas là; le Finistère, qui est à 39, prépare une nouvelle avance; le Rhône est à 35, il se remet en train, après avoir dormi longtemps; 45 pour la Seine-et-Oise, c'est infime; une avance remarquable, c'est celle de l'Hérault, qui est passé dans l'année, grâce à un militant de Montpellier, de 4 à 16, prouvant que lorsqu'on veut se donner un peu de peine on obtient des résultats.

Quant à Paris, sa baisse constitue un scandale qui retombe sur nous et sur nos camarades les plus proches. Il est la preuve de notre relâchement à tous. A lui seul, suivant un de nos amis, Paris devrait fournir 2.000 abonnés. La révélation de la baisse a frappé si fort le « noyau » que, tout de suite, un camarade s'est engagé à rattraper 15 abonnements sur les 30 perdus; un autre camarade s'est engagé pour 10. Nous espérons bien que ces deux exemples feront des petits et que, corporation par corporation, quartier par quartier, un effort tout spécial sera fait immédiatement. Nos camarades parisiens auront à cœur, non seulement de regagner les 30 perdus, mais de se tailler une part honorable dans les 525 qui doivent nous porter à 1.500.

La vente au numéro

Alors qu'elle avait donné 6.539 fr. 15 en 1927, elle n'a rapporté que 5.770 fr. 35 en 1928, soit une baisse de 800 francs. Et nous voulions doubler ! Nous sommes loin de compte.

Certes, il y a eu deux numéros de moins; mais c'est compensé en partie par l'augmentation du prix du numéro.

Sur ce point aussi apparaît le relâchement des camarades qui s'occupaient de la vente. Nos chiffres de vente dans les quelques kiosques où nous mettons la R. P. n'ont pas varié sensiblement. Ce sont les « multiples » surtout qui ont fléchi. Un certain nombre de lecteurs au numéro ont pu s'abonner, mais combien de nouveaux lecteurs auraient pu être trouvés ! La vente est un moyen excellent de faire connaître la R. P. Elle serait facilitée si nous pouvions annoncer à un cercle un peu large les études qui sont publiées. Il doit y avoir des moyens de le faire. Cherchons-les.

Nous avons eu des mécomptes avec quelques vendeurs, surtout avec des camarades; ils ne nous ont pas réglés. Ce sont les petites misères des publications comme la nôtre. Les camarades qui procèdent ainsi, qui ne trouvent pas le moyen de répondre un mot à nos demandes d'explications, s'imaginent-ils avec quoi nous pouvons régler l'imprimeur ?

Sans attendre des merveilles de la vente au numéro, ne négligeons pas de créer des dépôts chez les libraires où nous pouvons faire accepter la R. P., et que ceux de nos camarades qui peuvent écouler 2, 5 ou 10 exemplaires dans leur usine, dans leur syndicat ou dans leur groupe, nous les demandent. Nous pouvons et devons tirer plus de la vente au numéro.

Les abonnés de soutien

C'est de ce côté qu'est venue, pour une bonne part, notre gêne de cet été. Quelques abonnés de grand soutien nous ont fait faux bond et nous n'avons pu franchir la mauvaise période. Nous avions eu 5 abonnements de 1.000 francs en 1927; nous n'en avons eu que 3 en 1928, plus un de 500. Mais sur les 3, un n'a pu nous être versé que vers la fin de l'année, ainsi qu'un troisième sur lequel nous ne comptions pas d'ailleurs. Un trou de 3.000 francs, cela se sent dans notre budget.

Nous avions trop espéré de ce côté encore. Nous avons connu des surprises désagréables. Nous avions eu 73 abonnés de soutien et de grand soutien en 1927; nous en demandions 150. Nous n'en avons eu que 65.

Ils se répartissent ainsi : 3 de 1.000 francs; 1 de 500; 1 de 350; 4 de 200 à 300; 10 de 200; 7 de 100 à 200; 24 de 100; 15 de 30 à 100.

Quinze anciens n'ont rien versé. Certains sont simplement en retard et verseront probablement leur soutien de 1928 en même temps que celui de 1929. Mais quelques-uns sont évidemment fatigués. Par contre 7 nouveaux se sont inscrits.

Les abonnements de soutien ont donné 11.310 fr. Il faut que nous retrouvions cette somme cette année. Les grands soutiens s'essoufflent, mais nous devons pouvoir combler leur vide avec les abonnements à 100 francs. Avec deux abonnements à 1.000 francs

sur lesquels nous pouvons compter et cent à 100 francs, nous obtiendrons la même somme.

Mais nous demandons aux abonnés de soutien de faire autant que possible leur versement au début de l'année. Naturellement en une ou plusieurs fois, selon leurs possibilités. L'important c'est qu'on n'attende pas d'être relancé par Busseuil. On voit comme nous avons besoin de posséder un petit fonds de roulement et surtout comme nous pouvons être gênés quand des rentrées sont différées ou retardées.

Trouverons-nous les 100 abonnés à 100 francs? C'est probable. Rien que dans la Loire, Thévenon en promet une demi-douzaine.

Les obstacles à surmonter

L'un des premiers obstacles, c'est notre paresse à tous, à nous et à nos amis; notre relâchement, notre manque de ténacité. Il est certain qu'au « noyau » nous nous sommes relâchés quand nous avons vu notre effort ne pas mettre en branle l'effort de tous nos amis. Nous aurions dû crier, tempêter. Nous n'avons pas tout fait pour stimuler. Nous tâcherons de moins laisser chômer l' « Entre Nous ». Mais nous pouvons dire à nos amis qu'ils ont l'oreille bien dure, qu'ils sont rudement économes de leurs paroles et de leurs lettres et plus encore de leur peine, qu'ils nous laissent trop cavalièrement toute la charge de l'œuvre commune.

Monter cette année à 1.500 abonnés n'est pas une étape difficile. Certes, 40 francs, c'est une somme dans un budget ouvrier. Mais, outre que cela ne représente pas même huit francs d'avant-guerre, combien de sommes plus grosses sont dépensées inutilement.

Ce n'est pas 1.500 abonnés que nous devrions vouloir, mais dix fois plus; ces 15.000 existent; nous ne les connaissons pas et ils ne nous connaissent pas. Mais ils existent. Quelle œuvre plus belle et plus forte nous pourrons édifier au fur et à mesure que nous les trouverons. Dès que nous aurons équilibré solidement et normalement notre budget, nous pourrons nous risquer aux 24 pages. Qu'est-ce que nous ferions avec 5.000 abonnés? Avec 10.000 abonnés?

Au moment actuel, notre plus grand obstacle c'est l'esprit partisan. La R. P. ne correspond pas à tel catéchisme, c'est suffisant pour qu'on ne s'y abonne pas, pour qu'on ne la lise pas. La peur de commettre un péché. La crainte de succomber à ce que l'on sent être la vérité.

Pauvre Révolution Prolétarienne, elle a reçu toutes les excommunications possibles, l'excommunication communiste, l'excommunication socialiste, l'excommunication anarchiste, celles de la C. G. T. U., de la C. G. T., de la C. G. T. R. S. Elle est seule contre tous. Malgré cela, elle a vécu pendant quatre ans. Elle vivra encore, c'est certain.

Mais le tout n'est pas de vivre, c'est de se développer, afin de faire la double tâche d'étude et de combat pour laquelle elle a été fondée. Tout se tient dans la maison, une bonne rédaction et une bonne administration. C'est une même œuvre collective à laquelle chacun de nous doit donner sa part d'efforts.

Léon Bazalgette

Léon Bazalgette est mort le matin du 31 décembre. Il avait cinquante-cinq ans. Cruellement possédé et tenaillé par la maladie depuis de nombreux mois, non seulement il n'a cessé de lutter contre elle, mais on peut dire que jusqu'au bout il a travaillé comme un vivant. Dans la nuit qui a précédé sa fin, il s'inquiétait encore de sa tâche, corrigea des épreuves : conscience de probe ouvrier.

Il laisse d'autres exemples, moins communs chez les intellectuels, et mieux que des exemples. Un homme tel que Bazalgette ne meurt pas tout entier et à beaucoup de camarades qui lisent la *R. P.* il a certainement quelque chose à donner. Ce quelque chose, où sont compris et intimement fondus le sentiment révolutionnaire et l'amitié avec les hommes et avec le monde, peut fortifier une conception d'ensemble de la vie et, malgré la peine que j'éprouve à parler publiquement de l'ami qui vient de disparaître, c'est ce que je voudrais essayer d'indiquer à travers mes souvenirs.

Vivante voix que j'écoute dans ces versets de Walt Whitman, du souverain poète qu'il avait traduit et mieux que traduit, dont il a fait pénétrer la substance dans la poésie française du début du XXe siècle, l'ayant lui-même repensé, revécu, avec une rare modestie et un rare accord des sensibilités, des intelligences et des dispositions artistiques :

Quand tu liras celles-ci moi qui étais visible
serai devenu invisible,
Alors ce sera toi, dense, visible, qui bien concevras
mes poèmes en tâchant de m'atteindre,
Te figurant comme tu serais heureux si je pouvais
être avec toi et devenir ton camarade;
Qu'il en soit comme si j'étais avec toi. (Ne sois pas trop
certain que je ne suis pas à cette heure avec toi.)

La traduction intégrale par Bazalgette des *Feuilles d'Herbe*, de Whitman, a réellement renouvelé la poésie française, et dans les directions les plus saines, les plus authentiquement humaines et libératrices. D'autres en avaient déjà révélé au public français quelques passages, mais c'était comme une curiosité exotique et barbare. Le poète de l'Amérique fraternelle, fraternelle à toute la nature, à toute vie, à tous les peuples et à tous les hommes du monde, de *notre Amérique* que l'Amérique esclavagiste n'étouffera pas, Whitman trouvait en Bazalgette un compagnon de même âme et de même sang que lui. C'est par sa traduction des *Feuilles d'Herbe* que j'ai aimé Bazalgette avant de le connaître et, quand je le connus, je n'eus qu'à l'aimer davantage : l'homme valait l'œuvre.

Après Whitman, Thoreau, le grand réfractaire américain, unissant lui aussi, comme deux nécessités qui se répondent et se renforcent, l'amour enivré des choses de la terre et le devoir humain de la révolte contre l'injustice. Thoreau était à peu près ignoré en France quand parurent en 1921 les traductions de *Walden*, par Fabulet, et de *Désobéir*, par Bazalgette. Ignoré il l'est d'ailleurs trop resté, pour la même raison que Whitman semble passagèrement délaissé : le large et salubre souffle de telles œuvres râpe un peu les épidermes et ne plaît guère aux époques fatiguées ou exaspérées de besoins. Je ne crois pas que Bazalgette en ait jamais été découragé : il avait la patience des forts.

Ces traductions n'avaient pas été pour lui des travaux de librairie. Attaché aux œuvres pour ce qu'elles apportaient de vivifiant, il continuait de se pencher sur elles, d'accompagner avec amour les poètes ses camarades, de nous livrer tout ce qu'il pouvait atteindre

dre de leur meilleur secret, afin de nous aider à les mieux comprendre et les mieux aimer, à mieux comprendre et mieux aimer les réalités de l'homme et de la terre qui leur avaient fourni leurs thèmes. Il écrivit donc ces ouvrages, qu'il faut lire comme on respire une belle matinée de mai : *Walt Whitman, l'homme et son œuvre, Le « Poème-Evangile » de Walt Whitman* et cet *Henry Thoreau, sauvage* où il a tant mis de soi. Alors on pénétrera les messages du poète des camarades et de l'insoumis de Walden et l'on aura gagné trois compagnons qu'il fait bon avoir avec soi sur sa route : ces deux-là — et Bazalgette, leur frère de race.

Sans affectation, il a vécu et agi sur le même plan et dans le même sens qu'eux. Tel je l'avais connu avant la guerre, à *l'Effort libre* ou au chevet de Louis Nazzi, tel je l'ai connu pendant le massacre où, mobilisé dans la boue des routes du Nord, il n'égare rien de son bon sens, de son esprit européen et humain et appelle à témoigner le vieux Walt en publiant aux *Humbles* son *Panseur de Plaies*, tel après la guerre, à *Clarté* dont il essaya de guider la marche vacillante, à *l'Humanité*, à *Europe*, dont il fut l'un des fondateurs et qui lui doit beaucoup de ses plus nettes tendances, à cette collection des Prosateurs Etrangers Modernes, chez Rieder, qu'il a créée et qu'il menait dans la même ligne militante d'une libération de l'esprit et d'une fraternisation des peuples fondée sur une mutuelle connaissance.

Combat constant où on le retrouve, toujours et partout, identique à lui-même, dans la virile unité de sa nature, dans sa tranquille solidité de caractère : anarchiste et internationaliste d'instinct, et par intelligence et par culture, aimant l'amitié comme il aimait la lumière du jour, détestant toute laideur et toute sottise, et ainsi révolutionnaire vrai et vrai camarade des ouvriers — intellectuel d'une espèce qui ne court pas les rues.

Quand Bazalgette parlait des copains, cela signifiait quelque chose. Pour ceux qui furent, en effet, personnellement et depuis bien des années, ses copains, et dont le cœur se serre d'être à présent privés de lui, ce seul mot rappellera souvent son image, son regard, le son de sa voix, sa démarche, son rêve, sa main pressant franchement la leur ou affectueusement posée sur leur épaule... Mais le paysan de Normandie était tout aussi naturellement son copain, et le chauffeur de taxi, et le garçon de restaurant, et l'homme des Flandres, de Californie ou de Russie. C'est pourquoi, de lui qui se méfiait tant de ce qui ressemble à une leçon, je puis cependant dire que par son œuvre et sa vie il nous en laisse une, vaste et belle, et qui lui survivra.

MARCEL MARTINET.

AUTOUR DES ASSURANCES SOCIALES

L'*Information Sociale* nous en bouche un coin!

D'après elle, par l'étude de Fontis sur les Assurances sociales, nous aurions apporté au patronat, au patronat aristocratique, l'appui de nos arguments. Nous aurions donné la réplique à l'*Action Française;* nous nous serions montrés en communion parfaite avec l'*Ami du Peuple*.

Si M. Sailly nous avait compris, il aurait vu trois conceptions se heurter à propos des Assurances sociales : la philanthropie patronale, l'assistance d'Etat et l'assurance sociale réelle. Nous combattons les deux premières et voulons l'assurance et non l'assistance, l'assurance gérée par les assurés, c'est-à-dire par les ouvriers, c'est-à-dire par les organisations ouvrières.

Qu'on soit partisan de l'assistance d'Etat à l'*Information Sociale*, c'est naturel; mais ce n'est pas une raison pour dénaturer notre pensée.

A moins que M. Dulot n'ait pas de moyen plus honnête de gagner la subvention mensuelle que lui sert **Albert Thomas**.

L'affaire Ourdia

LE CRIME D'ÊTRE PAUVRE

L'été dernier, un jugement du Tribunal Civil d'Alger a prononcé la déchéance de l'autorité paternelle à l'égard de la mère d'*Ourdia*. Ainsi l'exigeait l' « honneur du Parquet » (1).

Ce qu'il y a d'atroce dans ce jugement, qui va, jusqu'à sa majorité, maintenir Ourdia séparée de sa mère, c'est que jamais enfant ne fut aimée comme Ourdia le fut par sa mère, c'est que jamais mère ne vécut aussi exclusivement pour son enfant que *Salah Doudja*, mère d'Ourdia.

Dans chacune des deux maisons ouvrières, où, depuis des années, Salah Doudja faisait des ménages, travaillant une heure chez l'un, deux heures chez un autre, faisant les commissions d'un troisième, et cela chaque jour de la semaine, depuis 6 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir, vingt personnes, toutes européennes, peuvent témoigner que cette femme n'avait qu'une passion : sa fille, ne parlant que d'elle, ne pensant qu'à elle, ne travaillant que pour elle. Vingt personnes peuvent témoigner que, chaque jour, à midi, cette femme, interrompant pour la seule fois de la journée son service, descendait dans la rue attendre sa fille afin de lui remettre la *totalité* des gains que le labeur des 24 heures précédentes lui avait procurés.

Eh bien, c'est là son crime! C'est cela qu'avec ce mélange de cynisme et d'inconscience propre aux bourgeois repus, les magistrats d'Alger lui imputent à crime !

⁂

Pauvresse au service de pauvres, Salah Doudja ne gagnant que quelques sous, entendait réserver la totalité de ces sous à son enfant. Pour elle-même, elle se débrouillerait! Avec cette incroyable absence de besoin que des siècles de famine ont amenée chez l'indigène, il lui fallait si peu pour vivre!

Donc, dans l'une des maisons où Salah fait les ménages, il y a une terrasse; partie de cette terrasse est occupée par deux logements habités par deux de ses plus anciennes patronnes chez lesquelles elle fait le ménage depuis respectivement 6 et 8 ans; sur le restant, quelques constructions légères; entre l'une d'elles et le mur, un petit espace de 2 mètres carrés. C'est là que Salah loge. Ses patronnes lui ont donné quelques sacs, une couverture, ça lui fait une chambre. Ainsi, pas de loyer à payer, pas de loyer qui viendrait diminuer ce qu'elle donne à sa fille. C'est là le crime! Le Tribunal d'Alger déclare que ne pouvant montrer de quittance de propriétaire, Salah Doudja est sans domicile.

Salah Doudja n'achète rien pour se nourrir. Les pauvres qui l'emploient trouvent commode de compléter le maigre salaire qu'ils lui octroient par des dons en nature : un morceau de pain, parfois un reste de viande, le plus souvent un café, quelquefois un verre de vin. Salah mange et boit ce qu'on lui offre, car il faut bien qu'elle se sustente, et elle ne doit pas, pour des besoins autres que ceux de sa fille, distraire un sou de sa paye. Bien que musulmane, elle boit donc du vin. Mais le seul fait que cette femme travaille chez ceux qui l'emploient depuis, non des semaines ou des mois, mais depuis des années, montre à l'évi-

(1) Voir les numéros de la R. P. de fin 1927 et début 1928.

dence que cette femme n'est pas une ivrogne. Pour confirmation, un médecin, l'examinant, certifie qu'elle est parfaitement saine, qu'elle ne présente pas le moindre signe d'alcoolisme. N'importe! Nous dirons que cette femme qui boit le vin qu'on lui donne pour ne pas avoir à rogner la part de pain de son enfant, est une ivrogne, et voilà le second motif pour retirer Ourdia à sa mère!

⁂

Mais cette dure vie que Salah Doudja acceptait pour elle, il ne fallait pas que sa fille, pour qui tous ses sacrifices étaient faits, la partage. Or, une tante de l'enfant, sœur de son père, jouit d'une situation plus aisée. C'est une travailleuse aussi, c'est aussi une femme de ménage, mais plus alerte, plus intelligente, parlant mieux le français que Salah Doudja; la tante d'Ourdia, Faroudja, fait des ménages chez les riches. Dès lors, payée moins misérablement, elle jouit d'un niveau de vie nettement supérieur. D'ailleur Salah est habituée à considérer la maison de Faroudja comme la sienne. Autrefois, alors que Faroudja n'habitait pas encore le lointain faubourg de Notre-Dame-d'Afrique, Salah ne couchait pas sur la terrasse de ses maîtres, mais dans le logis de sa belle-sœur. Pour toutes ces raisons, l'enfant vit chez sa tante.

Dix témoins, tous Européens, tous voisins immédiats de Faroudja, viendront affirmer que Faroudja adorait et choyait de toutes manières sa nièce, qu'elle la traitait « aussi bien », d'aucuns diront « mieux », que son propre fils. Et il suffit d'avoir été une fois chez Faroudja, pour s'assurer qu'elle vit, elle et son fils, dans des conditions d'hygiène, de propreté et de confort, cent fois supérieures à celles de la quasi unanimité de la population ouvrière indigène d'Alger, et même à celle d'une notable partie de la population européenne.

Qu'importe! On a découvert que cette femme avait un mari et que celui-ci avait encouru devant le « Tribunal Répressif », ce Tribunal spécial pour indigènes, cette machine à condamner à côté de laquelle nos tribunaux correctionnels eux-mêmes ne sont rien, plusieurs condamnations pour de menus délits. On peut poser en fait qu'il n'y a pas une seule famille indigène à Alger qui n'ait eu de ses membres condamnés par le « répressif ». Aucune des condamnations qui frappent le mari de Faroudja n'est de nature, de par la loi elle-même, à permettre de prononcer la déchéance de l'autorité paternelle de cet homme à l'égard de son propre fils; elles n'en sont pas moins invoquées, par le Tribunal, comme un motif d'enlever sa fille à la belle-sœur de la femme de cet homme!

⁂

Un jugement basé sur de telles raisons se juge lui-même.

Ourdia avait une mère dont toutes les ressources allaient à sa fille. Ourdia était élevée par sa tante dans des conditions de tendresse et de confort rarement égalées, surtout sur le second point, dans les familles indigènes. Comment, dans ces conditions, quelqu'un aurait-il jamais pu songer à réclamer la déchéance de cette mère et la remise de l'enfant à l'Assistance Publique ? Quel Tribunal aurait jamais accepté de prononcer un tel jugement, si...

Si un homme, sur le point de quitter définitivement l'Algérie pour la France, n'avait voulu emmener avec lui une jeune mauresque. Si, ayant fait faire des propositions à plusieurs familles indigènes, ainsi que cela résulte de nombreux témoignages et notamment de celui de sa complice, cet homme ne s'était partout heurté à un refus. Si alors, il n'avait résolu de se servir lui-même par l'intermédiaire d'une femme indigène, et si, dans cette œuvre, cet intime ami d'un ex-gouverneur n'avait rencontré la complicité du Parquet d'Alger, maintenant, durant six mois, par violence et arbitraire, malgré tous les pleurs de la mère et tous les rappels à la loi du défenseur, Ourdia entre les mains de son ravisseur.

Il ne fallait pas, en refusant de prononcer la déchéance de l'autorité paternelle, accabler Baille et le Parquet. Voilà le motif, le seul, de cet incroyable jugement. Mais il y a plus : comme la vanité des prétextes dont il a essayé de se couvrir aurait éclaté à la moindre enquête honnête, le tribunal a refusé toute enquête *contradictoire;* bien plus! il a refusé de faire la lumière sur les *faux* contenus dans le dossier qui lui était soumis et qui lui furent dénoncés avec preuves à l'appui.

Mais ceci est une autre histoire sur laquelle nous reviendrons en temps utile, car, bien entendu, la bataille continue. Toutes les ressources de procédure seront utilisées, chaque nouvelle démarche légale étant appuyée de tous les moyens d'agitation dont nous pourrons disposer. Le procès de l'arbitraire continuera.

R. L.

N. B. — Il y a quelques mois, le Comité algérien de l'affaire Ourdia a, sous le titre « *Peuple, defends tes enfants* », édité une brochure où sont exposés en détail tous les faits, et, publiés *in-extenso*, tous les documents, y compris ceux présentés par Baille et la magistrature pour leur défense. On peut se procurer cette brochure à la *Librairie du Travail*, 96, quai Jemmapes, Paris, au prix de un franc, franco.

La victoire des Inscrits d'Alger

N'attendons pas de pouvoir publier la monographie de cette grève d'inscrits pour donner l'ordre du jour suivant voté par les grévistes à l'issue de leur mouvement.

Il y est fait justice des mensongères et viles attaques dirigées par le sieur Simonin, délégué en Algérie par la C. G. T. U., contre le camarade Schiavo, secrétaire des inscrits d'Alger.

Les Inscrits maritimes réunis le 1er décembre à la Bourse du Travail, après avoir entendu leur secrétaire général dans le compte rendu des différentes négociations qui ont mis fin à leur grève arrivée à son 88e jour.

Enregistrent avec satisfaction la fin victorieuse sur tous les points de ce conflit sans précédent qui démontre de façon magnifique la puissance de leur organisation de classe.

Par l'obtention du salaire national obtenu pour la première fois en Algérie, ils sont heureux de pouvoir se considérer sur le même pied d'égalité que leurs camarades de la métropole.

Prennent l'engagement de rester groupés fraternellement unis autour de leur secrétaire général Schiavo, qui a fait preuve au cours de cette lutte acharnée de qualités syndicales exceptionnelles, de doigté, de fermeté et d'une compréhension parfaite de la situation, à certains moments délicats, malgré la magnifique ardeur des camarades grévistes.

Affirment cette solidarité en raison aussi des attaques perfides et calomnieuses dont il a été l'objet de la part des diviseurs ouvriers de la « Lutte Sociale » au moment où à la pointe du combat social il était engagé dans une bataille contre le patronat dont l'issue malheureuse aurait eu les conséquences les plus graves.

Se séparent aux cris de : Vive le syndicat autonome des Inscrits maritimes!

Labour Party, Social-Démocratie, Internationale Communiste

Trois formes, trois esprits

En Europe, trois formes principales d'organisation politique se partagent actuellement la classe ouvrière.

La triade de la mer du Nord

La mer du Nord a, depuis longtemps, créé un solide lien entre ses riverains. La Norvège, qui la borde à l'Est, est l'exact pendant de l'Angleterre qui la borde à l'Ouest; la Norvège ressemble beaucoup plus à l'Angleterre, dont 500 kilomètres pourtant la séparent, qu'à la Suède dont elle est limitrophe, mais qui, orientée sur la Baltique, lui tourne le dos. Ces deux grands peuples de la mer, Norvégiens et Anglais, ont noué entre eux de tels liens économiques et sociaux, qu'on a été jusqu'à dire que la Norvège n'était qu'une colonie britannique. Au Sud, un troisième Etat, borde la mer du Nord : c'est la Belgique, dont les bouches de l'Escaut font l'exact vis-à-vis de l'estuaire de la Tamise. Son passé et son présent la lient intimement, elle aussi, à l'Angleterre; malgré l'absence de tout obstacle sérieux sur ses frontières continentales, c'est la mer qui crée ses intimes rapports de voisinage : la Belgique est beaucoup plus influencée par l'Angleterre que par la France ou l'Allemagne (1).

Cette ressemblance qui existe entre ces trois pays au point de vue général, existe pareillement entre eux au point de vue de l'organisation ouvrière. Angleterre, Norvège, Belgique, possèdent une même forme d'organisation ouvrière, et qu'on ne retrouve actuellement dans aucun autre pays européen : la classe ouvrière y est organisée sous forme d'un **Parti Ouvrier.**

CE QU'EST UN PARTI OUVRIER

Qu'est-ce qu'un Parti Ouvrier, ce qu'on appelle aussi « parti travailliste », ou encore, de son nom anglais : « Labour Party » (Labour : travail, Party : parti) ?

Un Labour Party est une organisation qui comprend non pas seulement les groupements « politiques », mais aussi les groupements « économiques » de la classe ouvrière. La caractéristique d'un Labour Party, c'est de comprendre, à côté des groupes d'études et comités électoraux, les syndicats et, parfois aussi, les coopératives.

LE PARTI BELGE

Le plus ancien des Labour Party est le **Parti Ouvrier Belge.** Fondé en 1885, celui-ci est directement issu de la Première Internationale. L'Internationale, qui avait ses principales sections en France et en Belgique, fut la première ébauche des Labour Party; elle groupait, en effet, aussi bien les syndicats (dénommés alors Sociétés de résistance), que les groupements politiques (dénommés Cercles d'études) (1). En France, l'œuvre de l'Internationale fut reprise, aussi bien au point de vue du mode d'organisation que des idées directrices, par le **Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire** (plus généralement connu sous le nom de parti allemaniste), qui acceptait dans son sein les syndicats et les groupes politiques. En Belgique, ce fut le **Parti Ouvrier** qui continua l'Internationale; comme elle, il comprend à la fois les syndicats, les coopératives et les groupes politiques. En ce qui concerne l'organisation internationale, les premiers « Congrès ouvriers » internationaux qui eurent lieu après la disparition de l'Internationale, furent, eux aussi, constitués sur la base de la participation de toutes les sociétés ouvrières, quelle que soit leur forme, syndicats aussi bien que groupes politiques.

Mais, tandis qu'au Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire français n'adhérèrent jamais qu'une infime minorité de syndicats, et que les Congrès ouvriers internationaux n'admirent plus les syndicats après 1896, année du Congrès de Londres, le Parti Ouvrier belge, au contraire, ne cesse de grandir en continuant à se maintenir sur sa triple base : coopérative, syndicale et politique.

Ce qui distingue le Parti Ouvrier belge des autres partis travaillistes, que nous verrons par la suite, c'est que celui-ci comprend, non seulement les syndicats et les groupes politiques, mais aussi les coopératives ; bien plus, ce sont elles qui y jouent le rôle principal. Les puissantes coopératives de consommation belges, le **Vooruit,** de Gand, la **Maison du Peuple,** de Bruxelles, constituent l'assise de base de tout le Parti. On peut dire que le Parti Ouvrier belge, c'est toute la classe ouvrière belge groupée autour de ses coopératives, les autres formes d'organisation ne jouant qu'un rôle auxiliaire.

LE PARTI BRITANNIQUE

Le **Labour Party** britannique date de 1900. Sa constitution est moins unitaire que celle du Parti Ouvrier belge. Les syndicats (trade-unions) qui y sont groupés, gardent, en effet, pour tout ce qui concerne leur action syndicale, leur entière indépendance d'action et d'organisation, ayant leurs propres Congrès et leur propre comité central (« Conseil Général des Trade-Unions »), vis-à-vis

(1) Seule, parmi les Etats maritimes riverains de la mer du Nord, la Hollande fait exception. Ses attaches continentales, avec l'Allemagne, l'emportent sur ses attaches maritimes, — cela à cause du lien puissant que le Rhin lui crée avec l'intérieur.

(1) Voici, par exemple, ce que disait l'article 2 des statuts de la Fédération Lyonnaise : « Sont admises à faire partie de la Fédération toutes les sociétés ouvrières indépendantes, quelle que soit leur forme, sociétés de résistance, de prévoyance, chambres syndicales, sociétés coopératives, de consommation, de production et de crédit, cercles, sociétés d'études, etc. »

desquels le Labour Party n'a rien à voir, à aucun point de vue; de même, les organisations politiques, socialistes ou socialisantes, qui constituent avec les trade-unions le Labour Party, conservent également toute leur indépendance, aussi bien de doctrine que d'organisation. Donc, indépendance complète de chacune des différentes organisations adhérentes au Labour Party, sauf pour ce qui constitue l'objet propre du Labour Party : l'action électorale. Pour celle-ci, trade-unions et partis socialistes forment bloc, sous la bannière unique du Labour Party.

On sait la puissance des trade-unions britanniques: puissance comme nombre de membres, puissance comme argent, puissance, souvent même, comme ardeur combative. En face d'une telle puissance, les organisations socialistes, plus ou moins squelettiques pour la plupart, n'ont guère d'autre influence que celle que peuvent posséder, de par leurs qualités individuelles, certains de leurs membres. Aussi, en fait, le Labour Party est-il entièrement dominé par les syndicats : le Labour Party, c'est l'organisation électorale des trade-unions britanniques.

Il est à noter que, malgré le grand développement des coopératives de consommation anglaises, le Labour Party ne comprend pas les coopératives. Il est possible que cette situation prenne fin un jour prochain. Depuis assez longtemps la question est dans l'air, et, au dernier Congrès, le secrétaire du Labour Party, Henderson, a fait porter à peu près tout son discours sur ce point, préconisant la constitution d'un Comité d'Entente entre les coopératives et le Labour Party, comité qui, s'il était formé, ne serait sans doute que le prélude à une entrée complète des coopératives au sein du Labour Party.

LE PARTI NORVEGIEN

Le Parti norvégien est le plus jeune des trois. Il s'est constitué sous sa forme actuelle, il y a trois ans, par la réunion d'un petit parti social-démocrate, adhérent à la IIe Internationale, et d'un fort parti travailliste datant de la guerre, et adhérent jusqu'en 1924 à l'Internationale Communiste. Cette fusion marque le triomphe du système d'organisation travailliste en Norvège, où ce système d'organisation eut beaucoup plus à lutter, pour naître et se développer, contre les formes d'organisation social-démocrates, à cause de la proximité des autres pays scandinaves, pays qui sont, eux, essentiellement social-démocrates. A la guerre il n'existait pas encore de parti travailliste en Norvège ; et après la guerre, le parti travailliste norvégien dut subir son exclusion de l'Internationale Communiste, en raison de ce seul fait qu'il ne voulait pas abandonner sa forme travailliste d'organisation, d'organisation à base syndicale.

J'espère qu'un jour un camarade norvégien voudra bien donner à la **Révolution Prolétarienne** des détails plus précis sur son parti, mais un fait est certain, c'est que, dans le parti travailliste d'avant la fusion, c'étaient les syndicats qui jouaient le rôle essentiel ; plus encore qu'en Angleterre, le parti travailliste norvégien n'était que le parti des syndicats ; le parti social-démocrate qui s'est fondu avec lui était comparativement trop faible pour que cette situation ait pu, semble-il être sensiblement modifiée.

La Social-Démocratie

Aux partis ouvriers s'opposent les partis social-démocrates, et leur variante, les partis communistes.

Le propre d'un labour party est d'être une organisation **d'ensemble** de la classe ouvrière. Toute la classe ouvrière, toute la classe ouvrière organisée y est représentée. Quelles que soient vos conceptions, non seulement philosophiques ou religieuses, mais même politiques, vous appartenez au labour party, si seulement vous êtes salarié et que vous vous êtes liés avec vos camarades de travail, pour vous défendre contre le patron ou même simplement, parfois, pour acheter en commun vos denrées. Dans ces conditions, et surtout dans des pays comme la Belgique, l'Angleterre et la Norvège où presque tous les ouvriers sont syndiqués, on peut vraiment dire qu'un tel parti est réellement le parti de la classe ouvrière, puisque toute la classe ouvrière y est. Toute la classe, depuis ses éléments les plus avancés jusqu'à ses plus arriérés, participe à l'action du parti, et intervient dans sa direction. Celle-ci est la résultante de tous les états de développement, de toutes les différences de composition, de tous les courants intellectuels de la classe ouvrière.

Toute autre est la social-démocratie. La social-démocratie est, — ou prétend être — l' « avant-garde de la classe ouvrière ». L'organisation de base du prolétariat, son assise fondamentale, celle qui doit supporter tout le poids de la lutte directe contre l'exploitation capitaliste : le syndicat, n'est que l' « école primaire », le parti étant « l'Université ».

Tous ceux qui sont exploités et veulent lutter contre leur exploitation ont des droits égaux à diriger la lutte tant politique qu'économique, déclarent les Labour Party. Non ! dit la social-démocratie ; pour diriger la lutte politique, il ne suffit pas d'être exploité, il faut, en outre, être parvenu à l' « intelligence de la doctrine ». Seuls, ceux qui ont compris, seuls ceux qui ont fait une adhésion intellectuelle explicite, à ce que nous considérons comme la doctrine du prolétariat, ont droit à diriger la « lutte de classe » du prolétariat. Ceux-là doivent se grouper en un parti, et c'est à ce parti, à lui seul, que revient le droit de parler et d'agir au nom du prolétariat. Aux prolétaires instruits de la doctrine, doivent se subordonner les autres prolétaires. Au parti que constituent les premiers, doivent être surbordonnées les organisations auxquelles participent les seconds ; au parti doit se subordonner le syndicat.

Ainsi, pour la social-démocratie, l'idée prime le fait ; la communauté d'idées l'emporte sur la communauté de situation ; l'idée socialiste prévaut sur le fait d'être salarié. La social-démocratie, c'est la consécration de la supériorité de l'Idée.

Aussi, est-il naturel que la social-démocratie ait pris naissance et ait acquis son plus grand développement dans les pays qui sont les pays types de l'Idée, les pays où, selon Marx, l'on « pense » la Révolution, plutôt que de la faire, les pays où l'on a toujours plus honoré la métaphysique que l'expérience : les pays germaniques. Là, le « parti », les individualités adhérentes au parti, décide ; le syndicat, la coalition des salariés, exécute. Au parti, les formes supérieures, ou crues supérieures de la lutte de classes : la lutte électorale, la lutte des

« idées » ; au syndicat, les formes « inférieures » : la lutte corporative, la lutte des « ventres ». La Commission syndicale représentante d'une forme d'activité inférieure, aux ordres du Comité directeur du Parti, représentant l'activité supérieure, telle est la doctrine en social-démocratie ; telle est aussi la pratique, avec cependant les corrections que la force incoercible des syndicats finit bien, qu'on le veuille ou non, par y apporter.

Telle est la doctrine et la pratique en Allemagne, en Autriche, en Hollande, en Suisse, en Scandinavie (sauf la Norvège) ; et telle est aussi, avec quelques tempéraments, la doctrine et la pratique des pays limitrophes du bloc germanique à l'Est et même au Sud, les pays slaves et même les pays méditerranéens.

L'Internationale Communiste

SA MORALE

Au début du XVIe siècle, l'Eglise catholique était en pleine décadence. Sous le poids des schismes et de sa propre corruption, la Papauté expirait. C'est alors qu'apparut la Compagnie de Jésus.

Discipline absolue, abnégation totale de l'individu, sa soumission complète aux intérêts de l'Ordre, que l'on déclarait identiques aux vrais intérêts du Pape et de l'Eglise, telle était la loi suprême, la seule loi devant laquelle toute autre disparaissait : mensonge, crime cessaient d'être péchés, devenaient au contraire choses saintes, s'ils étaient commis dans l'intérêt de l'Ordre. « La fin », c'est-à-dire l'intérêt de l'Ordre, « justifiait les moyens ». Tel fut le grand principe proclamé par Ignace de Loyola et que ses disciples, sans faiblir, appliquent scrupuleusement et résolument, depuis bientôt 400 ans. Principe qui les fit haïr de la presque totalité des humains, principe qui les fit mettre au ban successivement de presque toutes les nations, même les plus catholiques, mais principe qui... sauva Rome et le catholicisme. Si la Papauté existe encore, c'est aux Jésuites qu'elle le doit, c'est à leur discipline et à leur dévouement... jusque dans le crime.

Trois siècles plus tard, une Congrégation laïque se constitue pour s'opposer aux Jésuites. Son but est diamétralement opposé à celui des disciples d'Ignace, mais ses moyens sont identiques. Au moment où la franc-maçonnerie française cessant d'être seulement une association de magie pour gens du monde entre dans la politique active, on est à la fin du Second Empire (1) ; la République et l'Ancien Régime, la Libre-Pensée et l'Eglise catholique vont, en France, se livrer un suprême combat ; leurs forces sont à peu près égales ; afin de faire pencher la balance du côté de la République et de la Libre-Pensée, la nouvelle franc-maçonnerie va disputer à la Compagnie de Jésus la maîtrise de l'Etat :

Pour la maçonnerie, tout comme pour son ennemi direct, l'intérêt de l'Ordre prime toute autre considération : la solidarité maconnique avant tout. Pour les Jésuites, l'intérêt de l'Eglise se confondait avec ceux de leur Compagnie ; pour les maçons, l'intérêt de la République se confond avec celui de la maçonnerie. Pour les maçons, la République ne sera que dans la mesure où les maçons en tiendront les rênes. Pour sauver la République, les maçons estiment qu'ils doivent mutuellement se pousser aux postes de la République.

Donc, dans les deux cas, petite oligarchie qui entend suppléer à la faiblesse du nombre par une étroite cohésion (baptisée ici solidarité, et là discipline) ; oligarchie qui, d'une part, grâce à cette cohésion, et d'autre part, grâce au fait que ses membres s'estiment déliés des règles de la morale courante, dès qu'il s'agit de l'intérêt de l'Ordre, entend imposer son idéal à la masse confuse et inorganisée des multitudes.

La franc-maçonnerie connut au XIXe siècle, le même succès que la Compagnie de Jésus au XVIe. Si la Troisième République parvint à s'établir et à se maintenir en France, durant les difficiles années qui suivirent 70, ce fut en grande partie aux F.·. qu'elle le dut.

La réaction contre le Protestantisme produisit la Compagnie de Jésus; la réaction contre le cléricalisme produisit la franc-maçonnerie ; la réaction contre le réformisme a produit l'Internationale Communiste.

A la fin de la guerre, le socialisme était, dans les organes qui en avaient été jusqu'alors la représentation officielle, dans une situation désastreuse, — au moins aussi désastreuse que pouvait l'être celle de l'Eglise catholique à l'époque de Luther. La social-démocratie était devenue un parti de défense bourgeoise, l'âme de la défense bourgeoise : le verbalisme révolutionnaire encore de mode dans les Congrès social-démocrates du début du siècle s'était mué avec Noske en mitrailleuses qui fusillaient les prolétaires ; d'un autre côté, la Confédération Générale du Travail n'aspirait plus qu'à s'ériger en une succursale de la Société des Nations ! Le socialisme révolutionnaire, sous ses deux formes d'avant-guerre apparaissait donc en situation catastrophique. Mais la catastrophe n'était que dans les cadres, dans les formes extérieures de l'organisation ; en fait, jamais dans la classe ouvrière de toute l'Europe, l'idée révolutionnaire n'avait été aussi vivante.

Si le besoin d'une religion de luxe et semi-païenne comme le catholicisme, d'une religion moins platement bourgeoise que le protestantisme, n'avait point subsisté profondément au XVIe siècle au cœur des populations méditerranéennes, toutes les intrigues des Jésuites ne seraient point parvenues à sauver Rome. De même, si plus d'un siècle de lutte ouverte contre le prêtre et le noble, n'avait déposé au cœur de l'ouvrier et du paysan français, un solide fonds de républicanisme et d'anticléricalisme, ce n'est point la franc-maçonnerie qui aurait pu instituer la IIIe République. Au lendemain de la guerre, ce n'était pareillement dans le mouvement ouvrier que la tête qui était pourrie, le corps restait vigoureux. Contre la pourriture de la tête, une autre tête se dressa : ce fut l'Internationale Communiste.

Et tout naturellement, l'Internationale Communiste fut amenée à se constituer selon les mêmes principes, selon la même morale que celles selon lesquelles s'étaient constitués en circonstances identiques, Compagnie de Jésus et Franc-maçonnerie. Utilisant les traditions de discipline de l'ancien parti

(1) C'est du convent de 1865 qu'on peut dater cette transformation.

bolchevick russe, discipline indispensable à des groupes conspiratifs ou à une armée en temps de révolution, mais transformant la chose tout en en gardant le nom, du fait que cette discipline va être transportée dans un tout autre domaine que celui de la conspiration ou de la lutte à main armée, l'I. C., surtout depuis ce qu'on a appelé la « bolchevisation », met explicitement et textuellement à la base de la morale des membres du Parti, les principes de Loyola. D'une part : discipline absolue, solidarité complète, en toutes circonstances, et à l'égard de n'importe qui, des membres du Parti ; si certains ont failli, c'est à l'intérieur du Parti qu'on agira ; vis-à-vis de l'extérieur, aucune fissure ne doit apparaître (1). D'autre part, l'intérêt de l'Ordre avant tout : les intérêts du Parti se confondant en dernière analyse avec ceux de la classe ouvrière (comme ceux des Jésuites avec ceux de l'Eglise, et ceux de la Maçonnerie avec ceux de la République), toute chose est bien ou mal, selon qu'elle est ou non dans l'intérêt du Parti ; même si quelque chose est contre l'intérêt évident de la classe ouvrière, ce n'en est pas moins bien si c'est dans l'intérêt du Parti, puisque le sort de la classe ouvrière dépend, en définitive, du sort du Parti; puisque le seul intérêt véritable qu'ait la classe ouvrière, c'est que le Parti se porte bien. Aussi, demandez à un membre du Parti Communiste français par exemple, ce que c'est que le « léninisme » : il ne vous parlera, soyez tranquille, ni de **l'Etat et la Révolution**, ni de **l'Impérialisme, dernière étape du capitalisme**, il vous déclarera seulement que Lénine a dit : « la fin justifie les moyens », et qu'il faut savoir mentir. « Mentir comme un bon bolchevick » a été la formule courante de ceux qui étaient « dans la ligne » à la belle époque de la bolchevisation ; mentir, bien entendu, non dans son intérêt personnel, mais seulement dans l'intérêt du Parti.

Ne nous y trompons pas ! C'est cette idée simple, et non dépourvue certes, de grandeur, qui fait la force de l'I. C. « Je suis prêt à tout, aux actes les plus héroïques, comme à me conduire comme un salaud, si j'en reçois l'ordre ; parce que la classe ouvrière ne pourra triompher que grâce au Parti, et que le Parti ne vaincra que grâce à sa discipline », voilà l'idée essentielle qui anime les militants de base des divers partis communistes. Certes, il y a dans les partis communistes, à leur tête surtout, bon nombre d'arrivistes et de fumistes auxquels cette mystique de la discipline, du « perinde ac cadaver », est complètement étrangère, ils n'en usent que pour maintenir les autres dans l'obéissance, mais les arrivistes et les fumistes n'ont jamais compté dans la force d'un parti. Ceux qui font la force du parti, les sincères, ont cette mystique, et c'est elle qui fait leur force, comme elle a fait celle des Jésuites, et, à un degré moindre, parce que les arrivistes et les fumistes y sont rapidement devenus envahissants, celle de la franc-maçonnerie.

SA FORME D'ORGANISATION

Réaction contre la dégénérescence des cadres du socialisme révolutionnaire par la constitution d'une milice, d'une Compagnie, prête à tout pour se substituer aux mauvais bergers, tel est donc le fondement de l'I. C.

Il s'ensuit que les partis communistes vont se constituer selon un tout autre genre d'organisation que les partis travaillistes, ou même les partis social-démocrates.

Comme la social-démocratie, l'Internationale Communiste croit à la vertu de l'idée, à l'action de l'élite, — idée qu'elle représente, élite qu'elle prétend être. — Mais à la différence de la social-démocratie proprement dite, la social-démocratie communiste se mêle par le dedans, et plus ou moins clandestinement à toutes les formes d'activité et d'organisation ouvrières. La social-démocratie est une aristocratie : elle commande de haut à la classe ouvrière; elle dit : je suis le cerveau de la classe ouvrière, que la classe ouvrière suive mes ordres ! L'I. C. dit elle aussi : je suis le cerveau de la classe ouvrière, la classe ouvrière doit aller où je veux qu'elle aille, mais elle ajoute : pour cela, il ne me suffit pas de donner des ordres, il faut que je m'assure, en pénétrant toutes les organisations de la classe ouvrière, en y faisant occuper par des hommes à moi, toutes les fonctions essentielles, que mes ordres seront suivis, qu'ils seront convenablement exécutés. La social-démocratie ordonne du dehors ; l'I. C. conduit du dedans. D'où sa forme d'organisation en cellules et en fractions, la cellule agissant à l'intérieur de l'usine sur le prolétariat inorganisé, la fraction agissant à l'intérieur des organisations, syndicats, coopératives, associations de toutes sortes. Cellules et fractions forment ainsi une véritable franc-maçonnerie du mouvement ouvrier.

Le moine du Moyen Age s'affirmait moine : il vivait retiré dans ses couvents, ou, s'il se mêlait au monde, ce n'était que revêtu d'un costume plus ou moins étrange qui apprenait immédiatement à chacun qui il était ; le jésuite au contraire, est de « robe courte » : aucun costume distinctif ; il se mêle au monde sans qu'on sache sa qualité ; sa propagande ne s'adresse pas à la foule, elle s'en prend aux individus ; il pénètre la société sans que celle-ci même s'en aperçoive ; c'est par un travail du dedans qu'il conserve à l'Eglise les classes dominantes.

Même chose pour le F∴. La franc-maçonnerie n'est pas un parti politique ; elle s'en défend bien. Elle ne fait pas de politique, c'est-à-dire qu'elle n'affiche point son programme politique, qu'elle n'intervient jamais publiquement, comme corps, dans les affaires publiques, mais elle pénètre la vie de l'Etat, l'inondant de ses frères à tous les degrés de la hiérarchie, ses frères liés entre eux par les règles de la discipline maçonnique.

Il en est de même de l'action communiste, non à l'égard de la bourgeoisie vis-à-vis de laquelle, au contraire, elle s'affiche vigoureusement, mais à l'égard de la classe ouvrière et de ses organisations, envers laquelle on agit par un travail insidieux et occulte de fraction, tout à fait semblable à celui des loges maçonniques à l'égard de l'Etat. Car la morale commande l'action ; à d'identiques principes moraux correspondent d'identiques procédés d'action. A une même morale, un même genre d'organisation.

(1) On l'a bien fait voir au parti allemand qui, ayant commis la « faute politique » d'avoir suspendu son Président, convaincu d'avoir protégé un prévaricateur, fut sommé de remettre à sa tête le protecteur de la corruption, — ce que, d'ailleurs, il s'empressa de faire.

Où va-t-on ?

Quel est l'avenir de chacune des trois formes d'organisation que nous venons d'essayer de décrire, et quelle est de chacune la capacité révolutionnaire ? C'est ce qui nous reste à voir.

LE DECLIN DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Malgré les apparences, la social-démocratie est en sérieuse décadence. D'une part, elle est abondamment grignotée par l'I. C. dans ses principales forteresses : en Allemagne et en Tchéco-Slovaquie; seuls, les petits pays, comme l'Autriche et la Suisse résistent encore victorieusement. D'autre part, et c'est là le plus important, il semble bien que, malgré la conservation des formes anciennes, un changement de fond se produit dans l'organisation social-démocrate : l'influence syndicale tend à devenir prépondérante ; la « Commission syndicale » n'est plus la parente pauvre, elle n'est plus l'auxiliaire un peu méprisée qu'on charge des besognes « inférieures »; il semble bien au contraire que, dans presque tous les domaines, c'est elle qui tend à commander. Si les rôles se renversaient ainsi définitivement, on en arriverait à une situation analogue à celle des Labour Party.

De sorte qu'il n'y aura sans doute plus, à assez brève échéance, que deux formes d'organisation politique ouvrière : le Labour Party et l'I .C.

LA GRANDEUR ET LES FAIBLESSES DES LABOUR PARTY

Le Labour Party groupe l'ensemble des organisations ouvrières, il admet toutes les tendances, mais il entend que celles-ci combattent dans son sein **publiquement,** à visage découvert ; en conséquence, il se défend énergiquement contre tout travail souterrain, toute « déloyauté », comme disent les Anglais, par lequel on chercherait à l'entraîner hors de la route qu'il s'est librement choisie ; pour cette raison, il se défend contre toute pénétration de l'I. C., tout comme l'Eglise s'est souvent défendue contre la Compagnie de Jésus et la République contre la franc-maçonnerie.

Il est remarquable que jusqu'à aujourd'hui, les Labour Party, sans doute parce qu'ils sont beaucoup plus à l'opposé de l'I. C. comme principes et formes d'organisation que la social-démocratie, se sont beaucoup mieux défendus contre elle que les pays social-démocrates. Ce n'est pas par simple coïncidence que les trois pays à Labour Party, Belgique, Angleterre, Norvège, sont les trois pays où les partis communistes sont les plus faibles, et cela malgré les remarquables opportunités qu'offre à la propagande révolutionnaire l'ultra-réformisme du Parti belge, et la situation catastrophique de l'industrie britannique.

Mais quelle est la valeur révolutionnaire des Labour Party ?

Le Labour Party c'est la classe ouvrière elle-même, dans presque (1) toute sa pureté. La capacité révolutionnaire d'un Labour Party, c'est donc la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière elle-même. Un Labour Party vaut ce que vaut la classe ouvrière, par elle-même, dans le pays et au moment considéré. Des trois Labour Party que nous avons vus, l'un, le belge, est ultra-réformiste ; un autre, le norvégien, était, au moins jusqu'à la fusion, nettement révolutionnaire et communiste ; un troisième, l'anglais, est intermédiaire, capable de se lancer dans les plus grands actes révolutionnaires, comme la grève générale de 1926 (1), mais généralement dépourvu de l'audace nécessaire pour les conduire à leur conclusion.

Le grand défaut en effet, des Labour Party, c'est le grand défaut de la classe ouvrière, le manque d'audace, le manque de confiance en soi, la crainte de ne pas être à la hauteur des circonstances, la hantise que, privée de l'aide des bourgeois, on ne saura organiser la société ; cette terrible peur de soi-même qui fut la véritable cause de l'échec de la Révolution mondiale dans les années qui suivaient la guerre.

Le Labour Party est une masse, une masse puissante comme le prolétariat, s'avançant timidement et à pas lents, comme qui se sent porter la responsabilité des destinées de l'humanité.

POUR SAUVER LA FORME, IL NE FAUT POINT TUER LE FONDS

L'Internationale Communiste, avons-nous dit, s'est fondée dans un moment aussi critique pour la Révolution que l'étaient pour l'Eglise le moment où Loyola fonda sa Compagnie, et pour la République celui où la franc-maçonnerie intervint dans la vie politique. Comme ceux-là, l'I. C. a sauvé ce qu'elle s'était donné la mission de sauver. Dans la débâcle de l'idée communiste et révolutionnaire sous les formes et dans les organismes où elle s'était jusque là affirmée, l'I. C. a sauvé le flambeau du communisme et de la révolution.

Et cependant...

Les Jésuites ont sauvé l'Eglise, c'est vrai ; mais ils ont tué le christianisme. Tout ce qui fit l'éclat et la valeur du christianisme date d'avant eux : peu après, plus rien. Quand aujourd'hui on veut tenter de ressusciter le catholicisme, de créer à nouveau une foi vivante et féconde, c'est dans l'Eglise d'avant les Jésuites qu'on va chercher ses modèles, à moins que ce ne soit chez les adversaires directs des Jésuites. Saint Augustin, saint Thomas sont appelés à la rescousse pour exciter l'enthousiasme : pas Ignace. Les Jésuites existent toujours, c'est vrai, alors que les Jansénistes, leurs vieux ennemis, ont depuis bien longtemps disparu ; et cependant Pascal est encore en pleine vie, tandis que les plus habiles casuistes n'ont même jamais compté !

La franc-maçonnerie a institué et consolidé la IIIe République, c'est vrai ; mais elle a tué l'esprit républicain. Qui oserait prétendre qu'il y a encore des républicains en France, alors que les attentats gouvernementaux, judiciaires et administratifs contre le

(1) Je dis « presque », car les organisations, comme la C. G. T. d'avant-guerre, qui ne groupent que les syndicats, présentent naturellement un degré de pureté encore supérieure.

(1) A vrai dire, ce n'est pas le Labour Party, mais le Conseil Général des Trade-Unions seul, qui a proclamé et mené la grève de 1926. Mais, au point de vue qui nous occupe, c'est la même chose.

dogme fondamental républicain, celui de la liberté individuelle et de la liberté de pensée, sont perpétrés de plus en plus nombreux et de plus en plus ouvertement chaque jour, la plupart du temps par des maçons ou des maçonnisants, sans que la moindre protestation s'élève d'aucun des rangs de la bourgeoisie.

Comme les Jésuites, les francs-maçons ont sauvé la forme, mais ils ont tué le fond ; ils ont conservé la formule, mais ils en ont anéanti l'esprit.

Il ne pouvait en être autrement. Un groupement d'hommes qui se constitue pour sauver une « cause » par le moyen d'assurer à ses membres les fonctions dirigeantes d'un puissant organisme, avec les avantages de considération et d'argent qui en résultent, — un groupe d'hommes qui décide que, pour le bien de la « cause », il convient qu'ils se soutiennent les uns les autres en toute occasion, dégénère nécessairement, quelle que soit la pureté d'idéal de ses fondateurs, en une camarilla, qui, à force d'identifier les intérêts de la Cause avec ses propres intérêts, en arrive à ne plus chercher en fait que ses propres intérêts, ses intérêts de secte, en dehors et à l'encontre des intérêts même qu'elle prétend défendre.

C'est ce danger qui guette l'Internationale Communiste ; — beaucoup de camarades estimeront sans doute qu'elle y est même déjà pleinement tombée. Les intérêts de l'I. C. sont ceux de la classe ouvrière, tel est le postulat fondamental ; malheureusement, il arrive souvent que la coïncidence proclamée n'existe pas, que souvent les intérêts propres de l'I. C. n'ont rien à voir avec ceux de la classe ouvrière; on ne les poursuit pas moins, à l'encontre souvent des intérêts les plus évidents et les plus immédiats de la classe ouvrière, en vertu du postulat fondamental qui, évidemment, ne saurait mentir. Et, en poursuivant ainsi ses intérêts propres, en séparant en fait son intérêt de l'intérêt de la grande masse, on se prive des énergies créatrices, de la puissance d'invention et de réalisation que celle-ci possède ; bien plus, lorsque ces énergies se manifestent, on use du mécanisme de son organisation pour les étouffer. On se stérilise et l'on stérilise le mouvement qu'on entendait servir.

Cette stérilisation est infiniment plus grave pour le mouvement ouvrier qu'elle ne l'a été pour l'Eglise ou la République. Lorsque les Jésuites, en effet, vinrent et stérilisèrent l'Eglise, le catholicisme avait achevé son œuvre : les Jésuites ne firent que maintenir debout un cadavre. Lorsque la maçonnerie devint le fondement de la République, il y avait tout près d'un siècle que la Révolution française avait balayé l'Ancien Régime, que la bourgeoisie avait acquis sa pleine indépendance économique et, en fait déjà, la réalité du pouvoir ; par suite, l'idéologie républicaine avait achevé son œuvre. Mais pour le prolétariat il n'en est pas de même. Loin d'avoir achevé son œuvre, la classe ouvrière la commence à peine. Le prolétariat a encore tout un monde à créer. Il ne peut le faire qu'en laissant de plus en plus librement cours à toute son énergie créatrice. Il ne s'agit pas pour lui de soutenir une superstructure chancelante, mais de construire une nouvelle structure : un mode de production nouveau. Pour **cela des moyens artificiels ne sauraient suffire.**

L'Internationale Communiste a peut-être encore un rôle important à jouer, en animant les Labour Party de la foi révolutionnaire, en donnant à la classe ouvrière dans les moments de crise, l'audace dont souvent elle manque, mais ce rôle, l'I. C. ne pourra le jouer qu'à la condition d'abandonner totalement ses méthodes, le jour où elle cessera de copier sa morale sur celle d'Ignace et son action sur celle de la franc-maçonnerie.

R. LOUZON.

Réponse à une Salom... erie

Au tout dernier moment, dans *l'Humanité* du 14 janvier, nous lisons un article traitant de « saligauds » et de « larbins patronaux » les exclus du syndicat des Producteurs d'électricité, les camarades Bouveyron, Kéraudy et Martzloff.

L'article est signé Salom. Une fois de plus cet individu, qui se mettrait moins en avant s'il avait un peu de pudeur, vient de mériter son nom.

Ainsi, d'après Salom et d'après *l'Humanité*, les « saligauds » ce ne sont pas les gens qui barbottent dans une caisse de syndicat. Non, ce sont ceux qui constatent le vol et qui ont le toupet de vouloir rechercher les voleurs.

Suivant les règles nouvelles établies par la colonisation communiste dans les syndicats, ce ne sont plus les voleurs qu'on exclut des syndicats; grâce au jeu de la fraction communiste, on fait exclure les militants qui entendent faire la lumière ; grâce à la discipline communiste, on fait approuver, du haut en bas de l'échelle confédérale, l'exclusion de ces militants.

Une année durant, ils vont frapper à tous les instances, Union des syndicats, Fédération de l'éclairage, C. G. T. U. Partout on leur ferme la porte au nez ; on se moque d'eux et l'on couvre les voleurs.

L'affaire des Producteurs constitue une illustration frappante des ravages et de la corruption semés dans les syndicats sous le signe de la direction unique. Escobar couvre les siens. Il y aurait là une brochure utile à faire pour la Ligue syndicaliste. Car l'affaire des Producteurs n'intéresse pas seulement les travailleurs parisiens de l'électricité et de l'éclairage, mais encore tous les syndiqués de la C. G. T. U. Il n'est pas possible qu'ils sanctionnent de pareilles exclusions.

Exclus de leur syndicat, ces trois militants, Bouveyron, Kéraudy et Martzloff, ne voulant pas rester non syndiqués, firent leur adhésion à un autre syndicat de leur Fédération. Ce syndicat fut exclu à son tour.

On peut différer d'opinion sur la décision de ces militants de constituer une section des Producteurs au sein de ce syndicat, afin de recueillir les éléments dégoûtés par tant d'ignobles manœuvres. Mais s'il est des gens qui n'ont pas le droit de leur faire le plus petit reproche, ce sont ceux qui les ont poussés, une année durant, à cette décision.

A qui feront-ils croire que les vieux militants des Producteurs sont devenus partisans de la collaboration de classe et qu'ils se sont changés en larbins du patronat.

Les larbins du patronat, nous avons grand'peur qu'ils soient parmi ceux qui, par le vol de la caisse syndicale, par l'exclusion des militants, par les calomnies incessantes, sont en train de démolir le puis**sant syndicat des Producteurs d'électricité.**

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LES FOSSOYEURS DU FRONT UNIQUE

« Front unique à la base, avec les masses par-dessus la tête des chefs jaunes de la C. G. T. », tel est le mot d'ordre que le Parti Communiste, exécuteur des sentences de Moscou, propage avec ténacité, depuis plusieurs mois, au sein des organisations unitaires. C'est le transport, dans le domaine syndical, de la tactique adoptée sur le terrain politique et appliquée notamment au cours des batailles électorales; tactique qu'on a voulu rendre populaire sous la brillante formule « classe contre classe » et qui consiste à considérer comme ennemis de la classe ouvrière tous ceux qui sont en désaccord avec le P. C. actuel.

Il est difficile d'imaginer une stupidité de plus fort calibre ; elle n'a eu pour effet que d'approfondir un peu plus — si c'était possible — le fossé entre le parti et les masses ouvrières. Tous les éléments qui ont encore tant soit peu d'indépendance de pensée, et qui n'ont pas besoin de consulter la cinquième page de *l'Humanité* pour apprendre la bonne manière de discuter, sont obligés de constater ce fait.

Employée sur le plan syndical, cette tactique absurde ne peut donner, là aussi, que des résultats déplorables. « Aller aux masses sans les chefs confédérés, et même contre eux », c'est, auprès des travailleurs inorganisés, se livrer, sans plus, à la propagande, comme le font tous les groupements pour augmenter le nombre de leurs membres, et c'est aussi resserrer les liens qui unissent les adhérents de la C. G. T. à leurs dirigeants actuels. On peut prétendre que les masses « se radicalisent », annoncer chaque jour qu'elles s'apprêtent à quitter les traîtres réformistes avec lesquels il serait par conséquent insensé d'entrer en relations pour l'action commune; toutes ces histoires ne peuvent tromper que les suiveurs, mais les camarades qui se donnent la peine de réfléchir en comprennent très bien la signification : elles servent uniquement à masquer l'abandon du front unique et de l'unité syndicale.

La « radicalisation » (!) des masses, si elle existait, serait aussi redoutable pour les chefs unitaires que pour les confédérés.

En fait, la C. G. T. U. a bel et bien renoncé à la partie de son programme qui justifiait son qualificatif d' « unitaire ». D'ailleurs que disent, dans les syndicats, les représentants de la majorité confédérale c'est-à-dire les porte-parole du Parti communiste, quand vous combattez leur hérésie à propos du front unique ? A moins qu'ils ne jugent plus expédient de vous injurier, ils vous répondent : « Le front unique avec les confédérés et leurs chefs, mais nous avons maintes fois essayé de le réaliser, sans aucun succès. Aujourd'hui, plus encore que naguère, nos tentatives resteraient vaines, puisque la C. G. T. se trouve complètement intégrée dans l'appareil de l'Etat bourgeois. Et puis, il y a des faits nouveaux qui empêchent désormais tout rapprochement avec les réformistes. » Si, désireux d'avoir plus de précisions, vous demandez « Et quels sont ces faits nouveaux? » vos adversaires s'écrient : « Mais la grève du Textile du Nord pendant laquelle les syndicats de la C. G. T., avec l'approbation du Bureau Confédéral, ont joué le rôle de « jaunes » alliés du patronat ; la grève des dockers de Bordeaux que les réformistes conduisaient délibérément à un échec si les unitaires n'avaient été présents pour les en empêcher. »

Voilà les arguments dont on se sert; ils sont du même acabit que ceux invoqués il y a quelques années par les adversaires intraitables du front unique, qui ne voulaient pas toucher même le bout des ongles des social-traîtres, et qui depuis, en grand nombre, marchent avec eux la main dans la main.

Il ne serait plus possible actuellement de proposer l'entente aux chefs confédérés ? Mais depuis les événements d'août 1914 (il est permis de tenir un tel langage), peut-on vraiment trouver quelque chose de comparable ? Est-ce d'aujourd'hui que les dirigeants de la C. G. T. s'emploient à empêcher les conflits du travail et à les arrêter dans leur cours ?

Est-ce d'aujourd'hui qu'ils prêchent la conciliation ? Est-ce d'aujourd'hui qu'ils collaborent avec le patronat et les pouvoirs publics? Est-ce d'aujourd'hui qu'ils placent l'intérêt général au-dessus de l'intérêt « particulier » du prolétariat ? Les grèves récentes du Nord et de Bordeaux ne sont pas, comme on veut l'affirmer, des « faits nouveaux » qui peuvent déterminer un changement d'attitude de la C. G. T. U. à l'égard de l'organisation confédérée. Elles prouvent simplement que la classe ouvrière a besoin, au plus tôt, de refaire son unité. D'ailleurs, ce ne sont pas les comptes rendus tendancieux, les articles de partisans parus dans les feuilles communistes ou socialistes, unitaires ou confédérées, qui permettent aux militants sérieux de porter sur ces faits un jugement sûr et réfléchi. Dommage que la *Révolution Prolétarienne* n'ait pas encore en chaque coin du pays un camarade capable de nous renseigner exactement sur les luttes ouvrières qui nous intéressent.

Cependant, quoi qu'il en soit, nous avons une certitude : c'est que les arguments donnés par nos adversaires pour défendre le « front unique à la base » ne sont que de fallacieux prétextes.

C'est donc l'installation dans la scission. L'unité syndicale n'est plus qu'une « question sentimentale », chère seulement à quelques militants « attardés » comme ceux de la « Ligue Syndicaliste » qui ne comprennent rien à la grande stratégie moscovite. Quant au front unique, qui aurait pu être le moyen de réunir dans l'action les forces ouvrières dispersées, il suffit aux chefs confédérés de citer les écrits et les discours des bolchévisateurs pour en dégoûter à jamais leurs troupes.

H. FULCONIS.

LIGUE SYNDICALISTE, 96, Quai Jemmapes, Paris

Première Causerie 1929

La Conciliation et l'Arbitrage obligatoires

par M. Chambelland

Des militants confédérés ont été spécialement invités à venir exposer leur point de vue.

Cette causerie aura lieu le

MARDI 22 JANVIER

à 20 h. 30. Salle Magot (anc. salle Rouillard)

6, rue Dupetit-Thouars et 1, rue Dupuis

Paris

(Métro : République ou Temple)

La quinzaine syndicaliste

Les saboteurs à l'œuvre

« La Ligue Syndicaliste et la *Révolution Prolétarienne* mènent souterrainement campagne au sein de la C. G. T. U. pour l'autonomie. » Voilà ce qu'a écrit Gitton, un bolchevisé du Bâtiment, dans un article intitulé : « Les lieutenants de Monatte à l'œuvre », paru dans la *Vie Ouvrière*, du 21 décembre.

Gitton veut, à tout prix, — tous les moyens sont bons — nous faire endosser la responsabilité de la tactique suivie par certains camarades de la Chambre Syndicale de la Maçonnerie-Pierre qui préconisèrent et viennent de réaliser le retrait de leur organisation dans l'autonomie.

J'ai déjà dit que nous n'approuvions pas cette tactique, qu'au contraire nous l'avions condamnée déjà en maintes circonstances et que nous la condamnions encore aujourd'hui.

Pourquoi Gitton, en remâchant les mensonges de *l'Humanité*, persiste-t-il à dénaturer notre attitude? C'est pour se dégager et pour dégager ses amis de la responsabilité de l'état de choses qui conduit de bons militants à préconiser la solution de l'autonomie. Penserait-on seulement à l'autonomie si l'on pouvait mener à l'intérieur de la C. G. T. U. la lutte pour ses conceptions personnelles sans se faire traiter de contre-révolutionnaire? Si les méthodes d'administration et d'action n'y étaient point des méthodes dictatoriales et bureaucratiques, si le sectarisme de parti n'y régnait pas en maître, si les syndicats y avaient conservé leur liberté de mouvement?

C'est bien la direction orthodoxe du Bâtiment parisien qui porte la lourde responsabilité de l'échec de la manifestation organisée pour les obsèques des victimes de l'effondrement de Vincennes. On l'a vue organiser cette manifestation sans la moindre consultation des syndicats et des délégués de chantiers, alors qu'elle disposait d'une semaine pour procéder à cette consultation. Dans le Syndicat des terrassiers, cette façon de faire, digne de celle de la C. G. T. U. lors de l'exécution de Sacco et de Vanzetti, souleva de nombreuses protestations qui aboutirent à ce que ce syndicat ne s'est pas associé à une manifestation décidée et organisée dans d'aussi étranges conditions.

Au cours de l'année 1928, deux Syndicats ont été exclus de la C. G. T. U., le syndicat des Casquettiers et le syndicat des Chauffeurs-Conducteurs, tous deux pour raison de tendance. Il existe maintenant des cartes syndicales à en-tête du « Syndicat des Exclus de la C. G. T. U. », éditées par les chauffeurs-conducteurs, vieille organisation syndicaliste-révolutionnaire qui s'est honorée en faisant une place aux exclus du syndicat des Producteurs d'Energie électrique, aux pseudo-calomniateurs de Salom. Ce « Syndicat des Exclus de la C. G. T. U. », croyez que ce n'est pas sans un certain serrement de cœur que nous l'avons vu naître.

Autonomie, « Syndicat des exclus », ce sont les fruits de la politique de Gitton et de ses amis de tendance. Quand ils écrivent : « Les lieutenants de Monatte à l'œuvre », nous pouvons hausser les épaules, et leur répondre qu'ils se chargent assez bien de saboter le mouvement ouvrier pour n'avoir pas besoin d'un coup de main.

La lutte des mineurs

Voilà les mineurs de la Loire, du Gard et de l'Aveyron lancés dans la bataille des salaires, pour la conquête d'une augmentation de 5 francs par jour.

Il y a beau temps que l'augmentation du coût de la vie justifie une telle revendication; les très légères augmentations obtenues péniblement par les organisations confédérées ne pouvaient apporter une amélioration réelle au sort des mineurs.

Il importe, et nous le souhaitons, que la solidarité ouvrière entre vigoureusement en jeu pour aider les combattants à vaincre un patronat dont les bénéfices n'ont fait que croître. Comme pour la grève du Textile du Nord, nous invitons nos camarades à alimenter de leurs sous la souscription ouverte par la C. G. T. U. pour aider les mineurs. En attendant que l'on se décide à constituer, à la C. G. T. U., une caisse de solidarité suffisamment forte, alimentée par des ressources régulières, pour qu'on ne soit pas réduit à faire appel à la souscription dès la première semaine de grève.

Nous regretterons qu'en cette circonstance la scission continue à peser sur les épaules de la classe ouvrière et que le front unique ne se soit pas réalisé entre les organisations unitaires et confédérées. Au contraire, il semble que chaque mouvement soit aujourd'hui l'occasion d'un redoublement d'attaques et d'injures, de part et d'autre. Les confédérés seraient descendus encore plus bas dans la trahison qu'il y a six mois, et les unitaires sacrifieraient de plus en plus les intérêts ouvriers en tombant dans les pièges patronaux.

Chacun ne voit plus l'intérêt ouvrier qu'au travers de son esprit de tendance; la vision des faits se trouve déformée de part et d'autre par l'idée de déconsidérer son adversaire. Les uns, par crainte de tomber dans un traquenard, refusent de se lancer dans des mouvements qui pourraient aboutir; les autres, pour ne pas passer pour des réformistes, n'hésitent pas à se lancer dans de véritables aventures.

Tant que ces deux états d'esprit subsisteront, nous aurons des mouvements qui parviendront difficilement au succès. Tant que l'on ne se décidera pas à pratiquer le front unique, nous donnerons, à chaque grève, le triste spectacle de nos déchirements.

Pauvre front unique! Le voilà maintenant honni et par la C. G. T. et par la C. G. T. U.! Pourtant, est-il un autre moyen de vaincre?

Mais comment le front unique pourrait-il se réaliser quand un rédacteur de *l'Humanité* se permet d'écrire que les confédérés du Gard, qui ont décidé de suivre le mouvement unitaire, ne sont pas, pour cela, meilleurs que les autres! Refusez le front unique, vous serez des traîtres. Acceptez-le, vous serez encore des traîtres.

NOTES ET REMARQUES

— Suivant « le Communiste » du 6 janvier, « la Centrale du Personnel enseignant socialiste de Belgique va vers la désaffiliation de l'Internationale de l'Enseignement et prépare son adhésion au bureau d'Amsterdam. » Ceci d'après les débats du récent congrès de cette centrale.

— Au cours de ses débuts parlementaires, le citoyen L.-O. Frossard s'est prononcé pour la participation ministérielle des socialistes. Il n'y a pas tellement longtemps, six ou sept années, que le même Frossard, alors secrétaire du Parti communiste, repoussait — cela se passait à la « Bellevilloise » — le front unique « avec les responsables de l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. » Mesurez le chemin parcouru. Et dites-vous bien que le gaillard est capable d'aller plus loin encore.

M. CHAMBELLAND.

Le Courrier de la Ligue

Les cartes 1929 de la Ligue Syndicaliste sont prêtes, et tous les camarades sont invités à prendre la leur.

Rappelons que le prix de la carte est de 5 francs, et que, d'autre part, des timbres sont en vente au prix de un franc, pour les camarades désireux d'assurer à la Ligue des ressources plus grandes.

Notre trésorier, le camarade Fulconis, tiendra une permanence régulière, le jeudi de chaque semaine à 18 heures, au quai Jemmapes.

Les camarades de province qui désirent adhérer à la Ligue sont priés de se mettre en rapports avec lui. Chèque postal, E. Fronty, 96 quai Jemmapes, n° 1221-03.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

MERCREDI 26 DÉCEMBRE 1928. — Grève générale des mineurs de la Loire pour une augmentation de cinq francs par jour.

JEUDI 27. — Arrestation d'Anquetil.

VENDREDI 28. — Le Sénat vote à son tour les 60.000.

— Le « Journal » est compromis dans l'affaire de la « Gazette du Franc ».

SAMEDI 29. — La Chambre annule l'élection de Ménétrier à Puteaux.

— Manifestation des mineurs grévistes à Saint-Etienne.

Chine. — Dépôt d'un projet de loi établissant les huit heures.

DIMANCHE 30 — Vote définitif du budget.

— Arrestation de l'homme d'affaires Mimoun Amar, un X de la « Gazette du Franc ».

— Succès, après cinq jours de grève, des machinistes des théâtres subventionnés.

Yougoslavie. — Démission du gouvernement.

LUNDI 31. — Mort de Léon Bazalgette.

MARDI 1er JANVIER 1929. — Publication du rapport Parker Gilbert sur l'application du plan Dawes en 1928.

— Poincaré donne sa démission et la retire.

MERCREDI 2. — Entrée en grève des mineurs du Gard. Les confédérés suivent le mouvement. Mise en liquidation judiciaire de la Compagnie des houillères de Saint-Etienne.

— Saint remplace au Maroc Steeg démissionnaire.

U. R. S. S. — Litvinov propose de mettre en vigueur le pacte Kellogg entre la Pologne et l'U. R. S. S.

Inde. — Le Congrès national indou vote une motion Gandhi contre une motion de la fraction de gauche.

SAMEDI 5. — Le Parti communiste présentera André Marty contre Torrès à l'élection de Puteaux.

DIMANCHE 6. — *Yougoslavie.* — Coup d'Etat : le roi abolit la constitution et supprime le Parlement.

LUNDI 7. — Incidents à Saint-Etienne et à Villars : les gardes mobiles chargent les mineurs grévistes.

MARDI 8. — Le socialiste Bouisson est réélu président de la Chambre d'Union nationale.

MERCREDI 9. — Bagarre entre Annamites au cours d'une réunion des « Jeunesses Patriotes » au quartier Latin.

— Reprise du travail des papetiers de la vallée de l'Aa.

JEUDI 10. — Débat de politique générale à la Chambre.

— Le syndicat unitaire des mineurs de l'Aveyron lance l'ordre de grève. Rentrée partielle à Roche-la-Molière.

— La gendarmerie charge les grévistes du Bâtiment de Concarneau.

L' « absurde légende » des déportés de Russie Dans un supplément, *Contre le Courant* répond aux grossier bourrage de crânes de *l'Humanité*, relativement à la situation des communistes oppositionnels déportés, par un bref rappel des faits et par un témoignage émanant de Natalia Ivanovna, la femme de Trotsky :

Au moment des fêtes du XIe Anniversaire, au moins 300 camarades furent arrêtés dans les centres prolétariens de l'U. R. S. S. : 118 à Leningrad, 55 à Moscou, 42 à Kiev, 35 à Kharkov, 15 à Bakou, 9 à Odessa, 8 à Saratov, etc. En même temps, les mesures prises contre les déportés étaient aggravées : en octobre, le Président du Guépéou (Police d'Etat), Menjinski, déclara, dans son rapport au Bureau Politique, qu'il n'accepterait aucune responsabilité dans la lutte contre l'Opposition si on ne lui permettait pas de « serrer la vis aux déportés »... La permission fut aussitôt accordée, cela va sans dire, et Menjinski, dans une circulaire à tous les centres du Guépéou, put prescrire l'interdiction de toute correspondance politique aux déportés, la réduction de moitié des rations après toute grève de la faim, l'envoi dans des camps de concentration des membres des Jeunesses appartenant à l'Opposition...

Cette répression sauvage contre des communistes, Staline en a honte, il la cache autant qu'il le peut, car il sait qu'elle provoquerait l'indignation du prolétariat international. Mais, malgré la consigne du silence, il n'est plus possible d'étouffer la vérité, et ce ne sont pas des démentis comme celui de *l'Humanité* du 28 décembre, qui empêcheront la réprobation ouvrière de se manifester.

D'après ce démenti, l'extermination des leaders de l'Opposition, le dénuement et la maladie de Trotsky ne seraient que « nouvelles fantaisistes », « mensonges grossiers », et, pour tout dire, « absurde légende... »

Qu'on lise donc ici le billet simple et émouvant de la femme de Trotsky, qu'on lise la lettre vengeresse de Radek! Et que les journalistes de *l'Humanité* osent récuser ces témoignages !...

Légende, paraît-il, que « l'extermination » de l'Opposition ?

Voici des faits. Que *l'Humanité* les démente, si elle le peut.

En U. R. S. S., on ne se contente pas d'emprisonner les bolcheviks de l'Opposition. Pour lutter contre eux, on emploie maintenant des méthodes encore jamais mises en œuvre et qui dépassent celles appliquées contre les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Le fait qu'on frappe les prisonniers est désormais un fait banal. C'est surtout à Leningrad et à Kharkov qu'on agit le plus férocement...

Nous avons récemment parlé de la grève de la faim du camarade Boutov, dans la prison de Boutirki (à Moscou), grève qui l'a conduit à la mort. La liste de ces sacrifices est loin de se terminer avec Boutov. Un peu avant la célébration du XIe Anniversaire, un camarade de Leningrad, Hanrichsen, ouvrier métallurgiste, fut arrêté. Au bout de quelques jours, sa femme fut appelée auprès du Directeur de la prison, qui, après quelques préliminaires, lui apprit que son mari s'était suicidé. Devant le corps de son mari, elle constata des traces évidendes de sévices (les dents étaient brisées, il y avait sur tout le corps d'énormes ecchymoses et des contusions sanglantes). Elle décida de faire faire une autopsie afin de déterminer la cause de la mort. Mais, le Guépéou ayant été informé de cette intention, l'autopsie fut interdite, et le camarade Hanrischen fut enterré en hâte...

Voici, datée du début de décembre, la courte lettre de la femme de Trotsky :

Depuis fin octobre, nous n'avons reçu aucune lettre de chez nous. Nous ne recevons pas davantage de réponse à nos télégrammes. En un mot, le blocus postal. Naturellement, les choses n'en resteront pas là, nous nous attendons à pire. Pour le moment, nous sommes tous atteints de la malaria; c'est chez Lewa (il s'agit du fils de Trotsky - N. D. L. R.) qu'elle est le plus violente : il a tous les jours jusqu'à 39° de fièvre.

Froid rigoureux. Dans le logement, le froid est torturant. Les maisons, ici, ne sont pas bâties pour le froid. Le prix du bois atteint des chiffres incroyables.

⁂

Le patronat de Roubaix et les assurances sociales Le grand chocolatier Menier n'est pas seul à vouloir prendre à sa charge les 10 % de contribution aux assurances sociales et à changer celles-ci en assistance patronale. Le grand patronat textile du Nord, si nous en croyons un article de Lebas, dans le *Populaire* du 6 janvier, s'apprête à en faire autant :

Jusqu'au vote par le Parlement du projet d'assurances sociales, les organisations patronales essayèrent de justifier leur opposition par des critiques dont la principale portait contre la contribution de l'employeur égale à 5 pour cent des salaires. La charge allait être si lourde que l'industrie et le commerce devaient en être écrasés.

Nous approchons du moment où la loi sur les assurances sociales recevra son application. Continuer de la

combattre serait une tactique maladroite ; mieux vaut essayer d'en retirer les plus grands avantages moraux pour la défense du capitalisme. D'où les efforts répétés des patrons organisés pour grouper leurs salariés dans leurs mutuelles. Pour arriver à leurs fins ils usent de la réclame, de la menace. Cela n'est pas encore suffisant, sans doute, puisque nous apprenons que pour recruter des adhérents, le grand patronat de la région de Roubaix-Tourcoing fait répandre la promesse qu'il paiera, outre sa contribution, la cotisation ouvrière. Oui, il paraît qu'il prendra à sa charge les 10 pour cent des salaires à verser à la caisse d'assurances. Après ce geste, allez nier la générosité, la philanthropie patronales !

Nouvelle attitude qui cache mal un calcul facile à deviner.

Ne trouvez-vous pas étrange que les patrons qui, depuis 1921 jusqu'à 1927 firent la guerre à tout projet de loi d'assurances sociales, sous prétexte que son coût serait trop élevé ; qui opposèrent un refus brutal à toutes les demandes d'augmentation des salaires faites par les syndicats ouvriers en 1928 parce que, à les en croire, les prix de revient des produits fabriqués sont tels qu'il est impossible de les porter plus haut encore sans courir le risque d'un désastre sur le marché extérieur, aujourd'hui reconnaissent leur situation si prospère qu'ils promettent, pour demain, de prendre à leur compte la cotisation ouvrière ?

...Il est entendu que le consortium patronal de Roubaix-Tourcoing est trop pauvre pour augmenter les salaires, même de 5 pour cent ; mais il est assez riche pour payer la cotisation ouvrière qui est de 5 pour cent des salaires. Le but poursuivi est clair: il faut attirer à soi les ouvriers pour les avoir sous sa coupe le jour où la loi des assurances fonctionnera.

⁂

Une résolution de l'I.S.R. sur l'arbitrage obligatoire.

L'Internationale Syndicale rouge a fixé sa position sur l'arbritrage obligatoire par la résolution suivante :

Le patronat et l'Etat capitaliste essayent d'entraver l'aggravation de la lutte de classe en introduisant l'arbitrag obligatoire en cas de conflit de travail.

Luttant contre le mouvement ouvrier, l'appareil répressif de l'Etat collabore avec les institutions chargées d'arbitrer les conflits de travail.

L'arbitrage prend les formes suivantes : a) arbitrage librement accepté ; b) arbitrage obligatoire. En fait, tout le système d'arbitrage se ramène à écraser par des mesures coercitives la lutte prolétarienne (immixtion des institutions d'arbitrage au nom de l'intérêt public ; caractère obligatoire attribué aux sentences d'arbitrage, etc.).

L'arbitrage pratiqué dans les pays de « démocratie capitaliste » aboutit en dernière analyse aux mêmes conséquences qui résultent de l'asservissement complet de la classe ouvrière par le fascisme (Italie, Pays balkaniques, Chine) : solution obligatoire des conflits du travail par l'Etat.

Le but de l'arbitrage consiste à freiner la lutte sociale du prolétariat et à supprimer le droit de grève.

C'est au fait que les réformistes y ont activement contribué que la classe ouvrière est redevable de l'arbitrage dans sa forme actuelle. S'il n'était pas ainsi soutenu, il ne pourrait continuer d'exister. L'aide donnée par les réformistes au développement de l'arbitrage obligatoire équivaut à livrer la classe ouvrière aux capitalistes. Cela est démontré par les résultats de vingt-cinq années d'application de l'arbitrage obligatoire en Australie, et par la situation en Allemagne. Tout jugement d'arbitrage déclaré obligatoire est considéré par les réformistes comme une loi sacrée. Les réformistes font tous leurs efforts pour briser la résistance des ouvriers à la dictature de l'arbitre. La crainte que la lutte inspire aux réformistes découle pour une bonne part de leur souci de fortifier l'industrie nationale et de conquérir de nouvelles positions sur le marché mondial, de garder entre leurs mains la direction des syndicats dont les membres se laissent gagner par les idées révolutionnaires en cours de lutte et échappent à l'influence réformiste.

Le rôle et la signification de l'arbitrage provoquent la nécessité de concentrer toutes les forces prolétariennes, et notamment celles des travailleurs syndiqués pour combattre ce frein, dans toutes ses manifestations.

Il faut mener la lutte :

a) Contre toute restriction établie au droit de coalition et de grève par des lois dirigées contre les grèves (arbitrage obligatoire, loi sur la protection du travail des jeunes, sanction législative des méthodes fascistes de l'écrasement de la lutte prolétarienne) ;

b) Contre toute limitation indirecte du droit de coalition et de grève (sentences d'arbitrage déclarées obligatoires, immixtion des tribunaux de travail dans les conflits du travail);

c) Contre la direction réformiste de la lutte ouvrière et pour la lutte révolutionnaire de classe des travailleurs.

⁂

Le Comité des houillères fait les yeux doux au syndicat rhénan-westphalien

M. de Peyerimhof, grand manitou du Comité français des Houillères, s'en fut terminer l'année à Berlin, où il discourut, puis donna à la *Correspondance politique et diplomatique* la suivante interview :

L'Allemagne et la France sont des Etats qui se complètent parfaitement au point de vue économique, et cela non seulement parce que l'un possède le charbon et l'autre le fer, parce que l'industrie chimique des deux pays, leur agriculture ont des rayons d'action différents et qui se complètent réciproquement, mais avant tout en raison de la nature même des deux peuples. Tous deux sont des peuples intellectuels, et sans vouloir rabaisser les Anglos-saxons, on pourrait même prétendre qu'ils sont les deux seuls peuples chez lesquels le facteur intellectuel domine.

Cela signifie que contrairement à d'autres peuples et malgré des particularités propres, il existe une certaine analogie dans notre manière d'envisager notre activité, de l'organiser et de chercher les méthodes pour réaliser nos buts. Il en résulte une certaine analogie d'action ou plus exactement des mesures qui se complètent de part et d'autre, ainsi que le prouvent les participations toujours plus nombreuses d'éléments français et allemands dans les grandes organisations économiques internationales.

Idioties aussi grandes que celles qu'aurait pu proférer en d'autres temps le même Peyerihoff sur l'incompatibilité de l'esprit « gaulois » et de l'esprit « germanique », mais idioties qui signifient qu'alléchés par les excellents résultats qu'a eus jusqu'à présent pour la métallurgie française la conclusion du cartel franco-allement de l'acier, les maîtres de nos houillères cherchent à réaliser maintenant un cartel franco-allemand du charbon.

NOTRE TABLE DES MATIERES

Nous y avons mis le temps, mais tout de même, la promesse est tenue; nos camarades trouveront dans ce numéro, la table des matières des quatre années de la R. P.

Il nous a fallu seize pages, et ce n'est pas une petite dépense. Aussi nous renouvelons notre appel pour un effort supplémentaire en faveur de la souscription. Maintenant que vous avez la table des matières, camarades, aidez-nous à supporter cette dépense non prévue au budget.

SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

René Ghislain (Hérault), 5; Franssen (Seine), 10; Leblanc (Aisne), 20; Beucher (Eure), 5; Béranger (Seine), 10; Delsol (Seine), 2; Castex (Seine), 10; Anonyme (Isère), 10; Soulinhac (Rhône), 10; G. M. (Loire), 20; Le Falher (Seine-et-Oise), 10; Lorillard (Indre), 10; Jean Girod (Seine), 10; Lavenir (Rhône), 10; Amans (Hérault), 10. — Total : 152

ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 2; Seine-et-Oise, 1; Loire, 1; Pyrénées-Orientales, 1; Rhône, 1; Belgique, 1; Suède, 1; U. R. S. S., 2. — Total : 10.

Le Gérant : V. GODONNÈCHE

Imp. LABOR, 8, boul. de Vaugirard, Paris

Aujourd'hui, il y a place pour un révolutionnaire hors de l'Internationale communiste.

Une revue comme la « Révolution Prolétarienne » est un organe nécessaire.

Puisqu'on ne peut parler ni dans le Parti, ni dans l'Internationale, il faut pouvoir parler au dehors, car il est des choses qu'il faut dire, non par désir de vaine polémique mais dans l'intérêt même de la classe ouvrière.

La « Révolution Prolétarienne » est un refuge pour les révolutionnaires sincères qui ne peuvent plus supporter l'atmosphère étouffante du Parti, une défense contre le sabotage du mouvement ouvrier.

Le « Noyau ».

(Octobre 1925).

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 251.310

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10e)

Chèque postal
MARCEL HASFELD
N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Joachim GASQUET. — **Des chants, de l'amour et des hymnes** (Flammarion) ..... 12 fr.
Pierre HAMP. — **Mademoiselle Moloch** (Gens, 4e tableau) (N.R.F.) ..... 12 fr.
Ambroise PARE. — **Voyages et Apologie, suivis du Discours de la Licorne** (N.R.F.) ..... 12 fr.
GŒTHE. — **Lettres à Mme de Stein** (Stock) ..... 15 fr.
Jean GALTIER-BOISSIERE. — **La fleur au fusil** (Baudinière) ..... 12 fr.
Emile VERHAEREN. — **Œuvres complètes**, tome V, **La multiple splendeur, Les forces tumultueuses**, sur beau papier, in-8° écu (Mercure de France) ..... 25 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Karl MARX. — **Œuvres politiques**, tome I. **Palmerston** (Costes) ..... 12 fr.
R. de MARMANDE. — **Dans la fourmilière politique.** Préface de Joseph Caillaux (Flammarion) ..... 5 fr.
DRIEU LA ROCHELLE. — **Genève ou Moscou** (N. R. F.) ..... 12 fr.
J. SEMANCE et G. LAFOND. — **U. R. S. S.** (Roger) ..... 5 fr.
Dans la même collection (chaque volume avec carte et graphiques)
P. DESFEUILLES. — **L'Indochine. — La Tunisie** .....
G. LAFOND. — **L'Argentine. — Le Brésil. — Le Mexique** .....
A. LORBERT. — **Le Canada. — Les Etats-Unis. — La France : I. Provence** ....
E. MICARD. — **Le Japon** .....
Chaque volume ..... 5 fr.
Gaston RAPHAEL. — **L'industrie allemande. Sa récente évolution** (Flammarion) 12 fr.
Jean GACHON. — **La politique étrangère des Etats-Unis** (Alcan) ..... 15 fr.
Augustin DELATTRE. — **La liquidation financière de la guerre** (Alcan) ..... 15 fr.
Tobie JONCKHAERE. — **La pédagogie expérimentale. — Au jardin d'enfants** (Alcan) ..... 14 fr.
Stéphane LAUSANNE. — **Au secours du français enchaîné** (N. R. C.) ..... 12 fr.
François PORCHE. — **Transformation du monde** (N.R.C.) ..... 12 fr.

Adresser les commandes à la Librairie du Travail, par chèque postal N° 43-08, Paris.

EN SOUSCRIPTION

POUR PARAITRE EN OCTOBRE 1929

Victor Serge

L'AN I DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Un volume de près de six cents pages
prix actuel *quinze francs* franco.

Nous réservons ce prix spécial aux premiers souscripteurs qui, connaissant la valeur des écrits déjà publiés de l'auteur, n'hésiteront pas à souscrire, dès à présent, à cet ouvrage qui est de la classe des « Dix jours qui ébranlèrent le Monde » de John Reed.

Comprenez l'importance d'une telle publication, et les charges qu'elle représente. Aidez-nous.

Songez aussi que le prix définitif sera de 25 francs, et que le prix actuel de souscription ne sera maintenu que quelques semaines.

Souscrivez sans tarder par chèque postal N° 43-08.
Seules les souscriptions payées seront inscrites.